

## LA LETTRE DE GEOSTRATEGIES 2000

ANCIENS DE CAMBRIDGE □ ANCIENS D'OXFORD □ ASSOCIATION DES ANCIENS DE LA LONDON SCHOOL OF ECONOMICS □ ASSOCIATION DES ANCIENS DE L'ECOLE DE L'AIR □ ASSOCIATION DES SCIENCES PO □ ASSOCIATION DES AUDITEURS ET CADRES DES HAUTES ETUDES DE L'ARMEMENT □ ASSOCIATION NATIONALE DES AUDITEURS JEUNES DE L'IHEDN (ANAJ) □ ASSOCIATION DES DIPLOMES DU CENTRE D'ETUDES SUPERIEURES DE BANQUE □ ASSOCIATION DES CENTRALIENS □ ASSOCIATION DU CONTROLE GENERAL DES ARMEES □ ASSOCIATION DES DIPLOMES DE L'ESSEC □ INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATEGIQUES (IRIS) □ INSTITUT DES HAUTES ETUDES DE DEFENSE NATIONALE □ INSTITUT DES HAUTES ETUDES NATIONALE DE LA SECURITE ET DE LA JUSTICE □ INSTITUT SUPERIEUR DES AFFAIRES DE DEFENSE (PARIS II) □ INSTITUT SUPERIEUR DU COMMERCE □ SAINT-CYRIENNE □ ASSOCIATION DES ANCIENS ELEVES ET DIPLOMES DE L'ECOLE POLYTECHNIQUE

[www.geo2000.org](http://www.geo2000.org)

N° 85 JUILLET 2017

### SOMMAIRE

#### P.2 : EDITORIAL DU PRESIDENT RAYMOND DOUYERE

14 SEPTEMBRE 2016 : VISITE D'UN SOUS-MARIN-NUCLEAIRE -LANCEUR D'ENGINS A L'ILE LONGUE.

[VIGILANT 2\(1\)\\*](#)

\*(source : Ministère de la Défense)

#### PETITS-DEJEUNERS-DEBATS DE SEPTEMBRE 2016 A JUIN 2017

#### P. 3 : SEPTEMBRE 2016 - « CYBERGUERRE, CYBERDEFENSE »

ALAIN JUILLET : ancien Directeur du Renseignement de la DGSE, puis Responsable pour l'Intelligence Economique auprès du Premier ministre 2003-2009. Actuellement président de l'Académie de l'intelligence économique.

#### P.5 : OCTOBRE 2016 - « BREXIT : QUELLES CONSEQUENCES STRATEGIQUES ? »

PIERRE RAZOUX dirige le domaine « questions régionales Nord» à l'Institut de Recherche Stratégique de l'Ecole Militaire (IRSEM).

#### P.9 : NOVEMBRE 2016 - « AVEC TRUMP, QUEL AVENIR POUR L'OTAN ? »

GENERAL D'ARMEE AERIENNE (2S) JEAN-PAUL PALOMEROS, ancien chef d'état-major de l'armée de l'air, ancien commandant suprême allié pour la transformation de l'OTAN.

#### P.13 : DECEMBRE 2016 - « GEOPOLITIQUE DE L'IRAN »

BERNARD HOURCADE : Géographe, Directeur de recherche émérite au CNRS, dans l'équipe de recherche « monde iranien et indien »

#### P.16 : JANVIER 2017 - « L'ECHEANCE PRESIDENTIELLE ET LES ENJEUX DE POLITIQUE EUROPEENNE ET INTERNATIONALE »

PASCAL PERRINEAU : Politologue, spécialiste de sociologie électorale, professeur des universités, Président des anciens de Sciences Po.

#### P.19 : FEVRIER 2017 - LES ETATS-UNIS A L'EPREUVE DE LA « POST-VERITE » ET DES « FAITS ALTERNATIFS »

PAP NDIAYE : Professeur des universités à l'Institut d'études politiques de Paris (histoire nord-américaine) Directeur du département d'histoire.

#### P.22 : MARS 2017 - « IMPUNITÉ FISCALE: LA FRANCE : EXCEPTION EN EUROPE ? »

KATIA WEIDENFELD : Historienne du Droit, Juriste, Directrice d'Etudes à l'Ecole Nationale des Chartes

#### P.25 : AVRIL 2017 - « CHOMAGE DES JEUNES : REALITES, CONSEQUENCES, REMEDES »

FRANÇOIS-XAVIER MARTIN : Secrétaire général et Trésorier de Géostratégies 2000

- INTERVENTION EGALEMENT du VICE AMIRAL (2S) JEAN-LOUIS VICHOT, Délégué général de l'UDESCA - Président de l'ADOSM, Vice président de Géostratégies 2000, SUR LE THEME «LA COREE DU NORD FACE A DONALD TRUMP\*\*»

\*pas de compte rendu disponible

#### P. 27 : JUIN 2017 - « LES DEFIS ECONOMIQUES QUI ATTENDENT LE NOUVEAU PRESIDENT »

OLIVIER PASSET : Directeur des synthèses économiques chez XERFI

#### P.30 : AGENDA SEPTEMBRE/OCTOBRE 2017

<b>EDITORIAL</b>
------------------

## ÉTHIQUE ES-TU LA ?

**L**a transformation technologique qui est en cours et ce qu'elle induira pour l'homme ne manquent pas de nous interroger sur le degré de liberté qu'elle laissera à celui-ci.

Le futurologue Raymond Kurzweil parle d'un homme transformé à l'horizon de 2029, devenu mi-homme, mi-robot... l'on ne peut qu'être effrayé, même si les marges d'incertitude sont grandes sur une prédiction un peu hasardeuse ! Jean-Gabriel Ganascia, chercheur et professeur à l'Université Pierre et Marie Curie, dans son livre : « Intelligence artificielle...vers une domination programmée » s'il ne met pas en doute les bienfaits des évolutions technologiques, souligne la nécessité d'une réflexion éthique approfondie des potentialités du numérique généralisé partout dans le monde.

La question fondamentale est de savoir jusqu'à quel point l'on va déléguer aux machines la prise de décision ? Il est d'autant plus urgent d'y réfléchir, quand on sait que si les machines apprennent à partir de données introduites par l'homme, elles se reprogramment automatiquement, et peuvent devenir totalement imprévisibles ! Du point de vue éthique il est impératif de laisser aux hommes la responsabilité de leurs actes et surtout de ne pas les déléguer aux machines.

Comme le souligne aussi Jean-Hervé Lorenzi (Président du Cercle des Economistes, que nous avons reçu plusieurs fois à Géostratégies 2000) avec son co auteur Mickaël Berrebi dans un livre remarquable : « L'avenir de notre liberté. Faut-il démanteler Google ...et quelques autres » : une dizaine d'entreprises géantes « ont atteint une telle puissance financière-technologique-politique qu'elles ont désormais la capacité d'imposer leur vision du monde et leurs choix à nos sociétés et leurs gouvernements. »

Ces auteurs définissent 3 règles impératives à mettre rapidement en place :

- 1 - casser les monopoles technologiques
- 2 - définir une éthique mondiale du numérique.
- 3 - donner à la puissance publique les moyens technologiques de pouvoir concurrencer des monopoles existants ou à venir afin de préserver la liberté de choix des individus.

Mais lorsqu'on érige la puissance publique en gardien de l'éthique, encore faut-il que l'information des citoyens soit complète pour qu'ils en comprennent les enjeux stratégiques. C'est par le vote que s'exprime la volonté des citoyens, et tout doit être mis en œuvre pour que celui-ci n'intervienne qu'après une concertation approfondie collective.

Oui nous avons besoin d'éthique : individuelle des chercheurs, collective des états, quand trop d'informations sur nos vies sont entre les mains d'une ou de quelques organisations commerciales souhaitant transformer le monde à l'aune de leurs innovations.

C'est à ce prix que demain nous préserverons notre liberté individuelle de choix devant ce que l'on nous annonce comme un « Eden technologique ».

Raymond DOUYERE  
Président de Géostratégies 2000

## CYBERGUERRE, CYBERDEFENSE... ALAIN JUILLET

**Le jeudi 22 septembre 2016, Géostratégies 2000 a organisé son petit déjeuner de rentrée autour d'Alain JUILLET, venu nous éclairer sur le cyberspace, un thème très complexe, en pleine ébullition et d'une extrême actualité. Cet expert en sécurité et en stratégie, qui fut notamment Directeur du Renseignement de la DGSE, puis Responsable pour l'Intelligence Economique auprès du Premier ministre, était particulièrement qualifié pour évoquer les différentes offensives dans le cyberspace, les cibles visées et les parades mises en œuvre par les Etats, et particulièrement la France .**

Nous sommes entrés dans un nouveau type de guerre : la cyberguerre : Barack Obama, lui-même, l'a confirmé début septembre, dans une déclaration à la Maison Blanche, avertit Alain Juillet, d'entrée de jeu. Nous devons nous y préparer, car, comme l'a dit justement Churchill, nous avons des partenaires, des concurrents, mais pas d'amis. Cela est valable pour tous les pays et toutes les entreprises. Chacun défend sa souveraineté et ses intérêts, avec tous les moyens à sa disposition. Les Américains ont été accusés d'écouter les Présidents Sarkozy et Hollande, le portable d'Angela Merkel. Cela a provoqué une vague d'indignation en France et en Allemagne. Mais, il faut cesser cette hypocrisie. Si nous le pouvions, nous ferions exactement comme eux. Ces informations, par exemple, les consignes données par la Chancelière à ses ministres, valent de l'or dans les négociations et les relations internationales.

Les technologies ont évolué. L'époque où les Soviétiques installaient des micros dans nos Ambassades, notamment dans le bloc de l'Est, est révolue. Le numérique a bouleversé la capacité d'obtenir des renseignements, et par là même, notre capacité d'attaque.

### DESTABILISER ET MANIPULER L'ADVERSAIRE

Sous la partie émergée du Net officiel, explique Pierre Juillet, se cache le Darkweb, fréquenté par les voyous, la grande criminalité et les services secrets des Etats. Des spécialistes, chargés de la création de relais d'asservissement d'ordinateurs, y évoluent. Pour attaquer une cible, ils prennent le contrôle à distance d'une première vague d'ordinateurs, puis une seconde, puis une troisième. Cela crée un imbroglio, qui empêche de trouver le véritable instigateur du piratage. Le but est de récupérer des comptes, des fichiers, de les décoder et de les exploiter. Par exemple, en vendant à l'extérieur des comptes bancaires. Une véritable économie parallèle, basée sur les trafics de drogue, d'armes, de faux papiers ou de sites pédophiles, s'y développe. Elle utilise une monnaie virtuelle, le Bitcoin, et échappe au contrôle des banques centrales et des Etats.

Défendre ses informations, empêcher que l'adversaire ne pénètre dans le système, est un combat permanent. Lors des Jeux de Rio, le groupe français Atos, qui a géré toute l'infrastructure informatique, a subi 350 attaques par seconde. Le but étant de casser l'image et l'esprit des Jeux Olympiques et d'attiser les tensions. Mais, heureusement, cela a échoué, se réjouit Pierre Juillet.

Tout récemment, des cyberpirates russes ont volé à l'Agence mondiale antidopage tous les dossiers médicaux des athlètes américains et ont déjà publié quatre dossiers

où le dopage pourrait être prouvé. Le but étant de ternir l'image de l'équipe olympique américaine et de riposter face aux accusations de dopage courant et généralisé chez les Russes, qui ont privé plusieurs membres de l'équipe olympique d'une participation à Rio. Désormais, tous les coups sont permis.

Pour déstabiliser l'adversaire, il y a aussi les destructions de matériel, les attaques en image, la désinformation, souligne Pierre Juillet.

Menacé par des hackers, Sony Pictures a dû annuler la sortie en salle de son film, assez irrévérencieux, sur le Président Nord Coréen, « L'interview qui tue ». Le FBI a accusé Kim Jong Un d'être derrière ce piratage. Or, récemment, une grande ville de Corée du Nord s'est retrouvée sans énergie électrique pendant 12 heures. Tout s'est arrêté. Qui peut avoir la capacité technique pour atteindre cela? Sans aucun doute, c'est un test de cyberguerre piloté par les Américains, lance Pierre Juillet, qui émet, par ailleurs, quelques doutes sur l'opération de départ. Le piratage ne serait-il pas un montage, une invention, pour justifier la seconde ? Sachant que personne n'a pu établir la véritable identité des attaquants.

TV5 a également été pris pour cible. Tous les écrans sont devenus noirs, le drapeau de Daech est apparu, ainsi que sa propagande. Les caméras ont été grillées. Il n'y avait aucun système de sécurité pour se prémunir contre de tels agissements, TV5 a péché par naïveté et la tâche a été très facile pour les hackers russes sous-traitants de Daech !

Dans le futur, tous les pays pourront être menaçants, les grands agiront par eux mêmes, mais les autres auront recours à de la sous-traitance. Les hackers vont devenir des mercenaires, au service de pays, d'entreprises, de groupes politiques et terroristes, martèle Pierre Juillet.

Les manipulations de l'information vont également s'intensifier. Les accusations mensongères sur les armes de destruction massive qui auraient été détenues par l'Irak ont justifié l'intervention américaine. De même, en août dernier, le Tribunal Pénal International a indiqué qu'il était impossible de confirmer les accusations des Occidentaux selon lesquelles Milosevic aurait planifié avant le déclenchement de la guerre civile la purification ethnique et les génocides dans l'ex Yougoslavie. Ces accusations ont été fabriquées pour justifier un changement de régime et parce que la géopolitique l'a emporté sur les preuves réelles, déplore Pierre Juillet, justice n'aura pas pu être rendue sur ce point à Milosevic puisqu'il est mort entre-temps.

Le cyberspace est un outil très utile pour désinformer au profit d'un pays ou d'un autre. Tous les moyens sont bons pour transformer l'état d'esprit des populations, orienter l'opinion.

### **DES COMBATS VIRTUELS DE PLUS EN PLUS SOPHISTIQUES**

Pour les attaques, les drones sont désormais très efficaces. A travers eux, on substitue la machine à l'homme. Les Rafale seront parmi les derniers avions à être pilotés. Ils ont beaucoup d'atouts, ils peuvent rester 24 heures en l'air, on ne les entend pas, ils tirent des missiles avec précision, malgré quelques dommages collatéraux. Les drones terrestres arrivent également sur le marché. Les vigiles dans les entreprises sont de plus en plus remplacés par des robots programmés, qui repèrent tout et sont plus fiables qu'un gardien. Toutefois, ces nouveaux champs de bataille ont leurs revers. Les pilotes de drones américains ont des problèmes psychologiques. Il est difficile de vivre et d'agir à distance, d'actionner des systèmes qui vont tuer à plus de 3000 kilomètres de distance...

Les écoutes, elles aussi, se sophistiquent. Pendant longtemps, on s'est basé sur le système des fadettes. On savait seulement qui téléphonait à qui, quand et pendant combien de temps mais on en ignorait le contenu. Maintenant, les logiciels enregistrent tout et réagissent aux mots clés, s'ils en trouvent, le message est gardé. La procédure est semblable sur Internet. Dans l'Utah, les Américains mettent sur pied une énorme station qui va stocker 100 ans d'Internet au niveau mondial. Tout va pouvoir être retrouvé, d'où la question des libertés individuelles.

Des voyous peuvent s'emparer d'informations dans des buts crapuleux ou terroristes. C'est très déstabilisant. En parallèle, des hackers russes ont inventé une messagerie cryptée « Telegram », qu'il est impossible de pénétrer et d'interpréter, au grand dam des Américains, et qui est fréquemment utilisée par les terroristes de Daech. Nous sommes à l'aube de la cyberguerre, résume Alain Juillet. D'ici dix ans, les ordinateurs quantiques auront envahi le marché et le chiffrement ne sera plus nécessaire, rendant les interceptions extrêmement complexes. Les Chinois viennent de lancer un satellite quantique, dont les transmissions pourront rester secrètes.

Dans cette course, ce sont les Américains qui ont pris la tête. Le choix a été fait sciemment, dès le début des années 1990. A cette époque, Joseph Nye, qui fut secrétaire adjoint à la Défense sous la Présidence Clinton, publie un ouvrage « Bound to Lead » où il avance la notion de « soft power » et l'idée d'un basculement de la notion de puissance, qui ne reposerait plus uniquement sur la force militaire et économique. Aussi, depuis Clinton, 3% du budget fédéral est destiné aux investissements « cyber », alors que dans l'Union Européenne, cela ne dépasse pas les 1% et l'écart s'accroît toujours davantage avec l'évolution des techniques, des big data. Le cœur du problème est de savoir extraire ce qui est intéressant à partir du stockage, en utilisant les algorithmes, et dans ce domaine, les Français qui collectionnent les médailles Field, ont un vrai rôle, se félicite Alain Juillet.

Les Américains ont conscience de leurs faiblesses. Ils ne savent plus gagner une guerre militaire (malgré des investissements très élevés : 38% du total mondial) et ils ont

perdu leur leadership économique face à la Chine, à la première place pour les réserves financières et les exportations, et bientôt aussi, pour le PIB. Ils ont choisi de réagir sur le terrain juridique, avec les lois extra territoriales et dans le cyber où ils surinvestissent et où ils sont d'une efficacité redoutable. Leur principal ennemi, pour l'heure, est la Russie de Poutine. Les Russes ont démontré une forte capacité d'agressivité, ils ont de très bons chercheurs et leur Président a compris que pour déstabiliser les Américains, il n'y avait pas mieux que la cyberguerre. Sur le terrain, en Syrie, chacun se rend coup pour coup. La guerre de désinformation bat son plein. Ce fut le cas notamment pour les attaques chimiques, que Bachar Al Assad, allié des Russes, fut immédiatement accusé par les Occidentaux d'avoir déclenchées alors qu'elles ont vraisemblablement été lancées depuis des zones occupées par l'opposition syrienne qui s'était procuré des stocks de l'armée. Quant à l'attaque sur le convoi humanitaire, on ne sait pas encore qui l'a vraiment bombardé... Poutine est critiquable, mais il vient d'être réélu triomphalement. Il a redonné aux Russes l'orgueil d'être Russe. Il leur a redonné des conditions de vie décentes, semblables à celles qu'ils connaissaient avant la Chute du Mur, constate-t-il.

La Chine, quant à elle, n'est pas une nation guerrière. Elle pratique le « jeu de go », elle encercle l'adversaire pour le faire travailler pour elle. Elle n'a pas une volonté de domination militaire, même si elle se développe fortement dans ce domaine, avec l'arrivée de nouveaux armements qui ressemblent étrangement à ceux des Américains. Si elle n'est pas encore au point techniquement dans le cyber, elle met les bouchées doubles. La France, de son côté, a une carte à jouer avec les algorithmes. Lors du salon de Las Vegas, en 2015, sur les 10 premières sociétés mondiales du cyberspace, 6 étaient françaises. Malheureusement, depuis, une seule l'est restée, les autres ayant été rachetées par des groupes étrangers, regrette Alain Juillet, qui termine en insistant sur la toute puissance de quatre groupes : Microsoft, Amazon, Facebook et Apple. Ils sont plus riches que beaucoup de pays, et s'ils sont encore inféodés aux Etats-Unis, ils ne vont pas tarder à s'en affranchir. Apple, par exemple, travaille sur l'« homme augmenté ». Un homme sur lequel on va brancher de nouvelles technologies et qui va devenir une sorte de super héros, conclut-il.

Cet exposé passionnant, qui a captivé l'auditoire, a été suivi, comme à l'accoutumée, par un débat animé par Raymond Douyère, Président de Géostratégies 2000.

**Manuel Ceva (CEO - Insight Signals) : Je prends mes notes sur « Google Keep ». Est-ce une bonne idée, une très mauvaise ou sans importance ?**

J'y suis assez favorable. On est obligé d'utiliser les nouvelles techniques. Lors de sa campagne présidentielle, Jacques Chirac parlait de « fracture sociale ». Ceci est dépassé. Désormais, la vraie fracture est celle du cyber. On va voir apparaître de nouveaux esclaves et de nouveaux seigneurs. Il faut à tout prix se créer un différentiel qui avantage.

**Francis Babé (Sciences Po (SP 72, IHEDN Lille (83)**

**Jean-Louis Pierrel (Relations Universitaires - IBM France. Secrétaire Général Adjoint de Géostratégies 2000) : Quelle est votre interprétation de la récente fuite de documents sur les sous-marins français ?**

Cette fuite massive de données secrètes et sensibles sur les sous-marins Scorpène, des bâtiments vendus à l'Inde, mais aussi à la Malaisie, au Chili, et au Brésil, a été révélée en août dernier en Australie. Ce qui n'est pas anodin car l'Australie vient d'acheter 12 sous-marins à la DCNS, différents toutefois du Scorpène. Une affaire délicate qui va entamer la confiance des éventuels acheteurs mais qu'il faut relativiser, car la majeure partie des documents dérobés sont des manuels techniques et de maintenance datant de 1998. Selon moi, ce sont les Allemands qui ont lancé cette attaque, car c'est le groupe TKMS qui était le principal concurrent de la DCNS. Pour les Allemands, voir les Français en pointe sur les sous marins classiques est un crève-cœur. Leurs chantiers navals qui étaient si puissants, sont à l'agonie. L'opération a été menée de main de maître par les Allemands mais elle a réussi à être détectée.

**Philippe Missoffe (Responsable Coopération Industrielle DCNS) ;**

**Eric Verstraete (Directeur Financier Développement Bouygues TP) : Les entreprises françaises sont-elles suffisamment équipées et leurs personnels formés et motivés pour se prémunir contre la cyberguerre?**

Il y a une vraie politique de prévention, mais les moyens ne sont pas exponentiels. Toutefois, il y a une volonté affichée par le Ministère de l'Intérieur, qui va encourager l'utilisation des logiciels de chiffrement. Les entreprises doivent apprendre à les utiliser, mais nous en sommes encore loin. Nous sommes dans un pays légal et pensons que les lois nous protègent. C'est vrai par rapport aux Français et aux Européens, mais faux par rapport au reste du monde. Prenons l'exemple de « l'escroquerie au président » Un message arrive le vendredi soir au directeur financier lui demandant de virer une somme énorme sur un compte étranger. Personne n'est joignable et l'opération est effectuée. Cent vingt des plus grandes entreprises françaises ont ainsi perdu 480 millions d'euros en deux ans.

Les autorités savent qui sont les responsables, qui sont d'ailleurs réfugiés en Israël, d'où ils ne peuvent pas être extradés !!! Ils sont milliardaires et poursuivent leurs escroqueries en toute impunité !!! Ils ne respectent aucune règle mais tirent parti du cyber. Je tiens également à préciser que sur 100 attaques informatiques en France, 60% proviennent d'autres groupes français.

**Raymond Douyère (Président de Géostratégies 2000) : Pourquoi ne pas attaquer les responsables des cyberattaques en Israël, directement avec des drones?**

Avec le Général de Gaulle, l'affaire serait réglée depuis longtemps.

**François-Xavier Martin (Président d'honneur de Crédit X Mines. Secrétaire Général et Trésorier de Géostratégies 2000) : Le Général commandant West Point déclarait, il y a une vingtaine d'années à Paris, que « ce qui intéresse surtout West Point, c'est de former les meilleurs généraux qui, dans 20 ou 30 ans, seront chargés de diriger des guerres dont nous ignorons aujourd'hui la nature »**

**Pensez-vous que les directeurs d'écoles militaires françaises ont la même conscience de cette mission ?**

Il ne faut pas sous estimer les Français en matière de projection et d'intervention. Le Ministère de la Défense est très au fait du développement du « cyber ». Il a créé un Pacte Cyber Défense, sur le modèle américain. Notre principal problème est le manque de moyens pour mener les recherches, les productions dont a besoin une armée moderne. Et si nous achetons américain, nous ne sommes plus indépendants. La solution passe par une organisation au niveau européen, en étroite collaboration avec les Allemands. C'est un avenir obligatoire.

**Raymond Douyère: « Telegram » va-t-il être décrypté?**

**Si l'on s'oriente vers une cyberguerre, quid des armements et de leurs usines de production?**

Telegram fonctionne sur le même principe que Whatsapp, à la différence près que, pour ce dernier, l'Etat américain détient le code. Pour Telegram, créé par des hackers russes, le code n'est pas cassé. Il y a juste quelques mots répétitifs qui ont été identifiés, mais cela ne va pas plus loin. Concernant les industries d'armement, il est certain qu'il faudra prévoir des reconversions. Les sous-marins ont encore une longue vie devant eux, car ils transportent les armes de dissuasion nucléaire. En revanche, les avions de chasse et les bombardiers commencent à être remplacés par des drones et cela va aller en s'accélération. Les Israéliens sont très en pointe sur le plan militaire, en cyber, et pour les drones. Ils ont beaucoup investi et sont juste derrière les Américains. Des changements fondamentaux nous attendent, qui vont avoir des conséquences inouïes. Nous en avons un petit aperçu avec les 50 taxis sans conducteur qui viennent de faire leur apparition à Singapour...

MARIE-CLOTILDE HINGRAY

**« BREXIT : QUELLES CONSEQUENCES STRATEGIQUES ? »  
PIERRE RAZOUX**

Le lundi 17 octobre, Géostratégies 2000 a organisé un petit déjeuner dans les Salons du Palais du Luxembourg autour de Pierre RAZOUX, qui dirige le domaine « questions régionales Nord » à l'Institut de Recherche Stratégique de l'Ecole Militaire (IRSEM). Ce spécialiste des relations internationales et des conflits contemporains, ancien chargé de mission au ministère de la Défense britannique, à Londres, nous a livré ses réflexions sur l'après-Brexit et les profonds changements qui allaient en découler, tant pour l'Union Européenne que pour le Royaume-Uni. Il nous a également éclairés sur les enjeux à venir, notamment sur le plan militaire, et a exhorté l'Union Européenne à se réformer pour répondre plus efficacement aux aspirations des populations.

Depuis la victoire du «**Non**» à l'Union Européenne, les clivages s'accroissent au Royaume-Uni.

Nigel Farage, leader pro-Brexit de l'UKIP a démissionné. Boris Johnson, ancien maire de Londres, a fait de même, laissant le Parti Conservateur profondément divisé, mais revigoré depuis l'arrivée de Theresa May au 10 Downing Street, s'exclame Pierre Razoux. Elle bénéficie d'un fort soutien populaire, qui lui assure une légitimité au-delà de son propre parti, et a même convaincu Boris Johnson de participer au gouvernement comme Ministre des Affaires Etrangères.

En revanche, les Libéraux ont été vaporisés, et sont de plus en plus remplacés par l'UKIP qui poursuit son ascension. Quant aux Travailleurs, avec Jeremy Corbyn à leur tête, ils savent qu'ils ne représentent pas une alternative crédible.

### UNE NOUVELLE DONNE MILITAIRE

A court terme, ce Brexit va intensifier les divisions au sein de l'Union Européenne. Il y a, d'un côté, ceux qui veulent punir, et de l'autre, ceux qui veulent ménager ce qui peut encore l'être. Tout cela va entraîner un face à face compliqué entre le clan de la France et celui de l'Allemagne, déplore Pierre Razoux. De plus en plus, l'OTAN est perçue comme la valeur refuge. Il est évident que, sans les Britanniques, l'Europe de la Défense, ne pourra pas fonctionner. Le Danemark ou encore les Pays Bas ne seront plus attirés. L'Europe de la Défense est morte. La France, qui a les plus grandes capacités militaires et dispose de la dissuasion nucléaire, ne pourra pas inverser la tendance. Il faut être pragmatique et ne pas se voiler la face. Tout le monde se rapatrie vers l'OTAN. Les Anglais, qui laissent beaucoup de postes au sein de l'UE, vont se battre bec et ongles pour en récupérer le plus possible à l'OTAN. Cela entraînera des frictions, mais ils voudront faire triompher leurs dossiers et leurs hommes, coûte que coûte.

La Coopération bilatérale de Défense franco-britannique, qui repose sur les Traités de Lancaster House de 2010, va être renforcée. Nous sommes liés pour 30 ans, notamment en matière de coopération nucléaire. Les Britanniques ont volontairement verrouillé ces traités en y incluant la question nucléaire ; ils ne voulaient pas qu'ils deviennent multilatéraux, et c'est pour cela qu'ils se sont engagés sur une si longue période. Généralement, note Pierre Razoux, ils recherchent un minimum de contraintes juridiques. Sur le plan industriel, les deux principaux projets sont des missiles contre des navires légers et des drones de combat.

Ils vont également se rapprocher des USA, même s'ils se posent de plus en plus de questions sur ces relations certes privilégiées, mais aussi très complexes.

Avec le Commonwealth, c'est certain, de nouveaux liens vont se tisser. Ils vont également réactiver leur appartenance au « Club des Five Eyes » avec le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande. Cela reprend tout son sens.

Cette nouvelle donne est le reflet de la montée des populismes. C'est une manifestation de l'évolution de nos sociétés occidentales. La Russie et la Chine sont en embuscade. Poutine aimerait que l'Union Européenne se divise encore plus. Si la sortie de la Grande Bretagne de l'UE pouvait faire des émules, encourager des pays comme

le Danemark à suivre le même chemin, il en serait le premier ravi. Il pourrait tester plus loin nos limites.

Avec les Etats-Unis, on observe un relatif désengagement politique. Ils ne cachent pas leur volonté de voir les Européens traiter leurs problèmes entre eux, mais sur le plan économique, leur activisme est très fort. L'Europe reste une priorité dans leur agenda.

Une chose est sûre, si l'Europe veut continuer à exister, elle est acculée à se transformer, mais elle souffre cruellement d'un manque de vision. Quid de l'Europe à deux vitesses, des programmes de coopération structurée, s'interroge Pierre Razoux.

### LE ROYAUME UNI EN PERIL

A moyen terme, le Royaume Uni risque la fragmentation. La sortie de l'Ecosse doit être considérée comme possible. Nicola Sturgeon la « First Minister » écossaise a déclaré que s'il y avait une sortie totale de l'Union Européenne, un nouveau référendum sur l'indépendance de l'Ecosse serait organisé.

Toutefois, pour le moment, le calcul financier ne serait pas en faveur de l'Ecosse. Cette dernière reçoit plus du Royaume qu'elle ne lui donne.

En Irlande, toute la classe politique ne rêve que d'une réunion de l'île. Cependant, à Belfast, les habitants sont très partagés. Certains indépendantistes commencent à penser à une intégration progressive, mais les Orangistes sont vent debout contre une sortie du Royaume.

Enfin, il y a Gibraltar et le différend qui oppose Anglais et Espagnols. Désormais, l'UE prendra parti pour Madrid, c'est inévitable.

D'ici cinq ans, souligne Pierre Razoux, le Royaume Uni pourrait perdre 13% de sa population, 30% de son territoire et 10% de son PIB. Il serait alors déclassé à l'échelle mondiale et devrait accepter de « jouer en deuxième division ». Les conséquences pour l'Armée britannique seraient également capitales, avec un budget en baisse de 10% et 15 000 militaires en moins. Qu'advierait-il de la base de sous-marins nucléaires de Faslane? Peut-être pourrait-on négocier le maintien d'une enclave en terre écossaise, moyennant compensations financières...

Les Britanniques pourraient abandonner progressivement la dissuasion nucléaire, par manque de capacités financières, constate Pierre Razoux. C'est une éventualité, car il n'y a pas le même consensus qu'en France autour de l'utilité de cette force. Ils se mettraient alors progressivement sous le parapluie nucléaire américain.

Et la France se retrouverait en première ligne sur le plan militaire. Mais loin derrière l'Allemagne, numéro un incontesté au niveau politique et économique. Par ailleurs, les pays à gouvernements populistes, les régions qui bénéficient déjà d'une certaine autonomie, comme la Catalogne, vont faire entendre leurs voix. L'avenir de l'Europe semble très incertain.

On la perçoit de plus en plus comme une « citadelle assiégée » : Au Sud, la décomposition du monde arabo-musulman, le boom démographique africain et le

réchauffement climatique et à l'Est, le retour en puissance de la Russie.

On s'achemine vers un découplage grandissant entre d'une part, les Etats Unis, le Canada et la Grande-Bretagne, et de l'autre, un bloc européen de moins en moins soudé. Avec l'Allemagne, tentée par un rapprochement avec la Russie et l'Europe Orientale, et la France, tournée, plus ou moins par défaut, vers les Etats du Sud, conclut Pierre Razoux.

L'intervention de Pierre Razoux a été suivie d'un débat, animé par Raymond Douyère, riche en échanges variés.

**Elève du Lycée Jean Jaurès à Montreuil : Quel scénario de sortie est le plus probable entre un « hard » et un « soft » Brexit?**

Ce qui est sûr, c'est qu'il y a une rupture des liens. Cette séparation va être négociée entre partenaires intelligents. C'est plutôt cette direction pragmatique qui prévaudra.

En parallèle, les Britanniques sont partis à la chasse aux contrats, dans toutes les parties du monde. Ils jouent à fond leur propre jeu.

**Régis Paraque (Inspecteur Général des Finances) : Quel est l'état d'esprit français?**

Il y a une volonté gouvernementale et nationale de maintenir une coopération militaire forte avec nos voisins d'outre Manche.

Mais un certain agacement peut aussi être ressenti chez les diplomates et les financiers.

**Jacques Lutfalla (Contrôleur Général des Armées 2s) : A qui reviendront les revenus pétroliers de la Mer du Nord?**

Ils reviendront aux pays qui les exploitent. Mais, les ressources pétrolières et gazières sont en phase d'extinction, et avec un prix du baril qui devrait se stabiliser à terme autour de 70-80 dollars, les investissements ne sont plus vraiment rentables.

**Thierry Le Roy (Conseiller d'Etat) : L'Ecosse, restant à la fois dans l'Union Européenne et dans le Royaume Uni, vous paraît-elle une hypothèse réaliste?**

Ce qui me semble le plus probable, c'est que l'Ecosse va rester dans le Commonwealth, et par ce biais, elle va négocier un nouveau statut au sein de l'union Européenne.

**Jean-Louis Pierrel (Relations universitaires IBM France - Secrétaire Général Adjoint Géostratégies 2000) : Quelle influence sur la Catalogne et la Flandre, traditionnellement proches des Britanniques ?**

Toute une série de provinces pourraient être tentées par l'indépendance et réclamer des référendums.

**Bernard Balle (AXA) : Vous avez parlé du statut de Gibraltar. Quid des bases britanniques à Chypre?**

Les Britanniques possèdent des bases à Chypre, mais ils n'ont aucune revendication politique.

D'ailleurs, Chypre est en train de se rapprocher du bloc russe, au détriment des Occidentaux.

Si le Royaume Uni paie pour garder ses bases, il n'y aura aucun problème.

**Priscilla Ramirez (Etudiante Sce Po, MI International Security) : Quelles conséquences budgétaires pour la défense française?**

Il n'y aura pas de réponse avant l'élection présidentielle en 2017.

L'environnement, plus instable, doit être pris en compte.

Il y a aussi un défi structurel avec le renouvellement de la force de dissuasion militaire.

S'il est acté, cela signifie un budget de la défense en hausse. Mais cela est compliqué dans un contexte économique tendu. Choisirait-on de rogner sur d'autres budgets ou de creuser le déficit?

**Paul Drezet (Magistrat Honoraire à la Cour des Comptes) : Quelle est la position de la Russie?**

La Russie est ravie. Il y a une bienveillance évidente quant au choix des Anglais.

Toutefois, la prudence est de mise, car entre la Russie et la Grande-Bretagne, il y a toujours eu des relations compliquées. Il y a une méfiance naturelle, des rivalités historiques.

Cela est également le cas avec la Turquie. Depuis très longtemps, il y a une attitude négative de la part des Britanniques, et pas à cause de la question chypriote. En 2011, alors que l'avenir semblait radieux pour la Turquie qui s'imposait comme un important acteur régional, les Anglais n'ont manifesté aucune volonté de resserrer les liens.

**Margitta Wuelker-Mirbach (Représentante Permanente Adjointe - Mission Permanente de la R.F.A. auprès de l'OCDE) Quelles sont vos hypothèses au sujet de la coopération militaire avec l'Allemagne?**

L'idée d'incorporer l'Allemagne dans la dissuasion nucléaire française est un vieux serpent de mer. Valéry Giscard d'Estaing avait fait des propositions. L'Allemagne avait répondu « jamais »....

**Jacques Taranger (Inspecteur du personnel civil de la Défense) : La répartition de territoires français et britanniques à travers le monde peut-elle aussi conduire à un « nouveau rapport défense » franco-britannique pour le maintien d'une paix mondiale?**

En dépit du Brexit, la France et la Grande Bretagne conservent des intérêts stratégiques complémentaires. Ils partagent la même vision globale. Tous deux sont membres permanents du Conseil de Sécurité de l'ONU, possèdent la dissuasion nucléaire, et ont des territoires ultra-marins lointains à défendre.

**Vice-amiral2s, Jean-Louis Vichot (Délégué Général de l'UDESCA - Président de l'ADOSM) : La relation spéciale entre le Royaume Uni et les USA n'est-elle pas passée au second plan derrière la relation USA/Japon?**

**Le retour du Royaume Uni en Asie semble être une réponse économique à son retrait de l'Europe.**

**Enfin, si les Anglais ne sont plus dans le Pacifique, la France y est toujours!**

Ce n'est pas sûr que les Américains privilégient la relation avec le Japon, qui est aussi très compliquée à gérer. La grande question qui hante les USA est : qui va être le fauteur de trouble en Asie? Ils auraient plutôt tendance à désigner la Chine, mais cela pourrait aussi venir de la Corée ou du Japon.

**Eric Verstraete (Directeur Financier Développement - Bouygues TP) : Le Royaume Uni s'est lancé dans des travaux d'infrastructure considérables (Crossrail, centrales nucléaires, TGV) avec des besoins très importants de main d'œuvre, dont une bonne partie vient d'Europe Centrale.**

**S'il y a une fermeture des frontières aux travailleurs européens, n'y a-t-il pas un risque de contentieux avec les pays d'origine?**

Il ne faut pas sous estimer les risques de friction. D'ailleurs, le gouvernement britannique a réaffirmé que les non Britanniques présents sur le territoire n'ont pas à se prononcer sur le Brexit.

Cela aura un impact. La tendance est au populisme avec des slogans comme « British first ».

**Thierry Le Roy (Conseiller d'Etat): Quid du paramètre « flux migratoires »?**

**Francis Babé (Sciences Po (SP 72, IHEDN Lille (83) : Que vont devenir les « Accords du Touquet » et la gestion des réfugiés de Calais?**

La question des flux migratoires fait partie d'une réflexion globale.

Il faut se demander comment les Européens voient leur environnement sécuritaire au Sud.

Notre priorité doit être d'empêcher l'unification des fronts djihadistes. Il y en a un en Irak-Syrie, un en Libye, un au Sinaï et un au Yémen, qu'il faut pendre très au sérieux, car le détroit de Bab-el-Mandeb est très stratégique en terme d'approvisionnement énergétique (beaucoup plus que le détroit d'Ormuz). C'est l'artère jugulaire de nos économies. Or, les djihadistes menacent de le couper. S'il y a une unification de tous ces fronts, y compris avec la bande saharo-sahélienne, ce serait une catastrophe.

Pour envisager un avenir plus serein, il faut protéger la route maritime Méditerranée-Mer Rouge-Océan Indien. Mais, où mettre la ligne d'endiguement? Au milieu de la Méditerranée, en empêchant les bateaux de migrants d'arriver? C'est inutile, ce serait déjà une défaite !! Il faut la mettre le plus au Sud possible. C'est l'option la plus

rationnelle. Dans ce but, nous sommes obligés de négocier et de nous entendre avec tous les gouvernements du pourtour méditerranéen.

**Reste-t-il des Hommes et des Femmes d'Etat au Royaume Uni?**

Theresa May est très populaire. Si elle réussit le Brexit dans des conditions financières acceptables, elle peut s'imposer et rester au pouvoir.

Boris Johnson est toujours en embuscade. Il a ferrailé dix ans avant d'arriver au Brexit.

Il va vouloir revenir sur le devant de la scène.

**Christian Fournier (Association des Anciens élèves et diplômés de l'Ecole polytechnique) : Pourquoi ne pas arrêter dès maintenant tous les paiements de l'Union Européenne à la Grande-Bretagne?**

La pire chose à faire est de vouloir punir les Anglais. En plus, nous n'en avons pas les moyens. Car si nous choisissons cette option, les Anglais stopperont immédiatement leur contribution budgétaire. Et qui compenserait cette perte? Et comment?

**Raymond Douyère (Président de Géostratégies 2000) : La Grande-Bretagne ne va-t-elle pas essayer de devenir un paradis fiscal pour les grandes entreprises?**

Le taux d'imposition en Grande Bretagne est de 25% ; il est de 15% en Irlande. Le dumping fiscal est une question irlandaise. Pour devenir attractifs, les Britanniques devraient baisser leur taux à moins de 20%.

Cela me semble irréalisable, surtout dans les conditions financières tendues de l'après Brexit.

**Jean-Louis Pierrel: Quel est, à votre avis, le sentiment de la Reine d'Angleterre?**

Il ne faut pas sous estimer l'immense influence de la Reine. Elle signe toutes les nominations à partir d'un certain rang, reçoit le Premier Ministre en audience privée, et a un pouvoir de blocage.

Ce qui la préoccupe, c'est que l'Ecosse, où elle est très populaire, reste dans le Commonwealth pour garder la Reine comme monarque. Elle aura ainsi le sentiment d'avoir sauvé l'essentiel.

Si le Royaume Uni éclatait, mon intuition me dit que la monarchie survivra sans problème, a fortiori avec l'arrivée prochaine au pouvoir d'un monarque plus jeune.

**Thierry Le Roy : Ce référendum britannique va-t-il faire école? Quelle valeur lui accorder?**

Je pense qu'il va faire des émules...

Il y a une règle commune. Quand on est dans l'opposition, on réclame des référendums. Quand on est au pouvoir, on s'en méfie...

D'une certaine façon, c'est le retour de la parole aux peuples qui se défient de leurs élites.

En Colombie, le « oui » au référendum sur l'accord avec les FARC, était quasi assuré. Or, c'est le « non » qui l'a emporté. Il a été détourné en un vote sanction pour

**MARIE-CLOTILDE HINGRAY**

**PROPOS NON REVUS PAR INTERVENANT**

contester le Président en place, sur un plan économique et politique.

Toutefois, le référendum sur le Brexit est un cas un peu particulier, car David Cameron avait été réélu haut la main quelques mois seulement auparavant.

### **« AVEC TRUMP, QUEL AVENIR POUR L'OTAN? »**

**GENERAL (2S) D'ARMÉE AÉRIENNE, JEAN-PAUL PALOMÉROS,**

**ANCIEN CHEF D'ÉTAT-MAJOR DE L'ARMÉE DE L'AIR, ANCIEN COMMANDANT SUPRÊME ALLIÉ POUR LA TRANSFORMATION DE L'OTAN.**

**Le mercredi 16 novembre, le Général d'Armée Aérienne Jean-Paul Paloméros était l'invité du petit-déjeuner mensuel de Géostratégies 2000, dans les salons du Palais du Luxembourg. L'ancien Chef d'Etat Major de l'Armée de l'Air nous a donné sa vision de la politique de défense européenne, indissociable, selon lui, de l'Alliance Atlantique et de l'OTAN. Face aux nuages qui s'amoncellent dans le ciel de notre Vieux Continent et aux incertitudes liées à l'élection de Donald Trump, il a exhorté l'Europe à surpasser ses mésententes et à s'unir autour de ses valeurs. A se poser en partenaire crédible et ambitieux dans un monde de plus en plus imprévisible.**

Au milieu des tempêtes qui secouent notre monde, j'ai trouvé une nouvelle réjouissante, lance sur le ton de la plaisanterie, le Général Paloméros. Le nouveau Président élu en Bulgarie est l'ancien chef de l'état major de l'Armée de l'Air, un outsider qui a commencé sa carrière comme pilote de chasse! Plus sérieux, il reconnaît que 2016 restera une année stratégique dans nos mémoires, et que nous sommes en train de vivre la fin d'une histoire.

Mon leitmotiv, en tant que Commandant Suprême, en charge de la transformation de l'OTAN, était le dialogue. Savoir dépasser un grand nombre d'idées reçues pour mieux construire l'avenir ensemble. Un nouveau concept est en train de s'imposer, le « post truth », note-t-il. Signifie-t-il que la vérité ne compte plus, qu'il faut vivre dans l'imaginaire, le subconscient? Il y a un peu de tout cela dans ce que l'on vit en ce moment. Mais, lorsque la réalité nous ramène les pieds au sol, l'atterrissage est dur.

#### **VERS UN DÉSENGAGEMENT MILITAIRE AMÉRICAIN ?**

En 2016, entre le Brexit et l'élection de Trump, nous avons connu une concordance temporelle très particulière. Dans ce contexte, la France doit jouer un rôle important, être à la fois un moteur au sein de l'Union Européenne et un partenaire à part entière au sein de l'Alliance Atlantique. Depuis 2009, elle a réintégré le Commandement militaire intégré de l'OTAN, qu'elle avait quitté sous De Gaulle. Elle retrouve donc toute sa place, et la nomination d'un général français comme Commandant Suprême de l'OTAN, est un signe de confiance des Américains, qui n'avaient jamais confié un tel poste à un Européen. Il est vrai que la France est engagée sur tous les fronts, qu'elle démontre sa volonté et ses capacités dans la gestion des crises.

Contrairement à ses premières déclarations, ce serait un signe de sagesse, de la part de M. Trump de maintenir, voire de renforcer l'Alliance Atlantique. Certes, 99% des Américains ne la connaissent pas, ce qui leur parle c'est le

débarquement en 1944, les plages de Normandie, l'engagement des « boys » en Afghanistan ou en Irak.

De son côté, M. Trump considère l'OTAN comme une machine procédurale et administrative, il pense que l'Amérique dépense beaucoup plus pour sa défense que le reste du monde et que cela ne peut plus durer. Il est vrai que le budget militaire représente 700 milliards de dollars, la même somme que l'ensemble des 14 pays qui suivent. Il y a un fossé entre ce que les Américains investissent dans leur défense et les autres, même si les résultats de ces investissements massifs ne sont pas toujours au rendez-vous.

Toutefois, les USA sont la seule superpuissance actuelle. Dès lors, la question qui se pose au nouveau président américain est la suivante : assume-t-il ce statut et avec quels Alliés ?

Si M. Trump lit le Traité de Washington qui, en 1949, a créé l'Alliance Atlantique, il se rendra compte que ce sont des esprits visionnaires et courageux qui en sont à l'origine. Il fallait à tout prix stopper le cycle des guerres mortifères, tirer les leçons de ces générations perdues. Reconstruire l'Europe autour de l'essentiel, les valeurs, la démocratie, la liberté, l'état de droit. Tout ceci constitue l'esprit et le fondement de l'Union Européenne et de l'Alliance Atlantique. Cette dernière a permis à des pays qui aspiraient à la démocratie, d'y accéder, elle est le garant de la défense collective. Cela n'a aucun sens de dissocier l'Alliance Atlantique et l'Union Européenne.

Vingt deux des vingt huit (bientôt 29 avec le Monténégro) sont membres de l'UE et ils veulent maintenir une cohérence dans leurs engagements au sein des deux organisations.

Les pères fondateurs de l'Europe, qui sont les mêmes que ceux qui ont conçu les Nations Unies et l'Alliance Atlantique, voulaient développer la prospérité dans la sécurité et répondre aux aspirations des citoyens. Ils se sont appuyés sur 3 piliers. Le politique, l'économique, qui a le plus émergé (avec la CECA, puis la CEE) et le militaire avec la CED. Malheureusement, ce dernier volet a été un échec. La

France qui l'avait initié, l'a ensuite rejeté. L'Europe n'a pas su réinventer ce pilier et c'est ce qui nous fait défaut, déplore le Général Paloméros. Pour que l'Europe trouve sa place au sein de l'Alliance Atlantique, elle doit se renforcer autour de ses idéaux de départ.

### **RENFORCER LE SOCLE EUROPEEN**

De son côté, l'Alliance Atlantique a évolué, mais elle garde toujours la même philosophie. Ce n'est pas une coalition de circonstance, c'est une union profonde entre des pays touchés par la guerre, avec des bases très fortes, à la fois politiques et militaires. Un modèle unique au monde, une interaction entre une organisation politique (les chefs d'Etat et de gouvernement se rencontrent chaque année pour débattre des questions de défense et de sécurité) et des compétences militaires. Les USA, la France et la Grande-Bretagne (les trois puissances nucléaires) apportent l'essentiel de la crédibilité, mais la force de l'Alliance réside aussi dans son aptitude à faire travailler entre elles les différentes armées (avec des entraînements et des exercices). L'objectif est de garantir l'interopérabilité des forces des pays alliés. Toutefois, remarque le Général Paloméros, tout n'est pas simple. Car cette Alliance élargie doit concilier des cultures, des histoires, des sensibilités et des perspectives différentes, de l'Est à l'Ouest, du Nord au Sud de ce vaste ensemble que constitue la zone Euratlantique. Il faut savoir exploiter l'intelligence et l'énergie, là où elles se trouvent. Le poids stratégique et financier des pays membres ne sont pas les seuls critères, leurs contributions humaines et leur engagement opérationnel sont également primordiaux.

Au cours de son histoire l'Alliance a dû relever de nombreux défis et s'adapter pour garder sa pertinence. Ainsi, elle a su garder sa place après la Chute du Mur de Berlin. Ainsi, dès 1995, elle s'organise et vient en aide aux Nations Unies et à l'Europe, qui n'a pas su faire face à l'éclatement des Balkans. Que ce soit en Afghanistan, en Libye, ou dans l'est de l'Europe, l'Alliance permet de maintenir un engagement solidaire des Alliés, en particulier des Américains.

Aujourd'hui, si la transformation de l'OTAN, fondée sur le consensus, ne peut, à elle seule, combler les écarts budgétaires, capacitaires, opérationnels entre les Alliés elle n'en reste pas moins essentielle pour garantir sa crédibilité politique et militaire.

Il existe, depuis toujours, un déséquilibre entre les budgets et engagements américains et européens. Déjà, Eisenhower l'avait dénoncé. Dans les années 2000, Rumsfeld était revenu à la charge. Obama a sans doute mieux compris les problèmes de notre continent, mais ce déséquilibre, souligné par le Président Trump demeure préoccupant. On ne peut nier le poids très lourd des USA dans l'Alliance. La défense collective de l'Europe, sans le budget et l'impact politico-militaire des Américains, serait très difficile voire illusoire. D'ailleurs, les Britanniques ont toujours affirmé que l'OTAN était pour eux l'axe central de cette défense collective. C'est un choix politique qu'ils ont toujours assumé et qui se renforce encore avec le Brexit. Dans cette perspective, le « gap » va s'accroître. 80% du budget de la défense de l'Alliance sera assuré en dehors de l'UE, qui, par ailleurs, ne pourra plus compter que sur une seule puissance nucléaire, la France. L'Europe ne peut pas revendiquer une place prioritaire, vu ses faiblesses. En revanche, elle doit afficher des ambitions fortes et convaincre D. Trump que l'Alliance

Atlantique demeure le pilier du partenariat transatlantique pour la paix et la sécurité.

D. Trump va devoir faire face à la complexité des crises du 21ème siècle. Il va se rendre compte qu'on ne peut pas retirer une pièce du puzzle sans le détruire. Même s'il dit admirer V. Poutine, il devra se prononcer sur l'avenir de la Crimée, et plus globalement, sur tout ce qui définit la politique étrangère américaine.

Il ne pourra pas refuser les responsabilités qui incombent aux USA dans leur rôle de superpuissance, martèle le Général Paloméros. Son slogan de campagne « Make America Great Again » est un discours interne, mais il risque de se traduire par de fortes tensions, en particulier économiques. L'Allemagne est très inquiète de ce virage, plus que de possibles revirements diplomatiques, car l'économie est le ciment de la prospérité.

Les Américains vont-ils revenir à l'isolationnisme, comme avant 1914 et casser la dynamique transatlantique qui a fait notre force? Il ne faut pas oublier que les intérêts des uns et des autres sont étroitement liés, conclut le Général Paloméros, et plus l'Europe sera forte, organisée et confiante en son avenir, plus elle apparaîtra comme un interlocuteur de poids. D'ailleurs, fortes de 22 membres communs, l'OTAN et l'Union Européenne doivent travailler de plus en plus, de mieux en mieux ensemble. Lors des derniers Sommets de Cardiff et de Varsovie, des propositions dans ce sens ont d'ailleurs fait l'unanimité. Malheureusement, le Brexit est un aveu de faiblesse pour l'UE, et si les divisions se multiplient, si elle ne sait pas expliquer que tous ses membres ont un avenir commun, alors, le ciel pourrait s'assombrir encore plus...

### ***M. Troiekouroff (Juriste) : Y a-t-il un ennemi patent qui justifie une défense forte?***

Les Etats-Unis ont-ils eu tort d'étendre l'OTAN aux limites de la Russie ?

En tant que Commandant Suprême, en charge de la transformation de l'OTAN, mon objectif était de faire progresser ensemble sur le plan militaire des pays qui partagent les mêmes modes de vie, les mêmes cultures et valeurs et qui ont décidé de s'engager solidairement pour leur défense au sein d'une Alliance à vocation défensive, pacifique et démocratique.

L'OTAN est victime d'une véritable propagande de la part de la Russie, selon laquelle elle serait une machine au service d'une « Pax Americana » qui viserait à déstabiliser l'environnement géostratégique Russe. En fait, après la chute du Mur, les pays Européens orientaux ont démocratiquement aspiré à rejoindre l'OTAN mais aussi l'UE, pour garantir leur sécurité et leur prospérité. C'est à l'unanimité que les Alliés ont décidé d'accepter la candidature de ces nouveaux arrivants.

### ***Arthur Hohler (Ancien Président de l'Association, des Associations Britanniques)***

### ***Francis Babé (Sciences Po (SP 72, IHEDN Lille (83) : Compte tenu de l'évolution de la Turquie d'Erdogan, quelle place pour ce pays dans l'Alliance Atlantique, l'OTAN et l'Union Européenne ?***

Très rapidement après la constitution de l'Alliance, En 1952, la Turquie et d'ailleurs la Grèce ont adhéré à l'OTAN. Je

pense qu'il est toujours préférable aujourd'hui, d'avoir la Turquie au sein de l'Alliance qui constitue pour elle pratiquement la seule instance de dialogue politico-militaire multilatérale.

L'évolution actuelle du pays soulève des doutes. Jusqu'où peut-on accepter des compromis?

Il ne faut pas avoir peur des débats ouverts sur des sujets brûlants, cette question se pose de plus en plus crûment au sein de l'Alliance.

Concernant l'Union Européenne, la question ne se pose plus pour le moment. D'ailleurs, le pouvoir turc n'en veut plus. La Turquie est, certes, une source de préoccupations, mais d'autres pays européens le sont également.

**François-Xavier Martin (Président d'Honneur de Crédit X Mines. Secrétaire Général et Trésorier de Géostratégies 2000) : Après la chute du Mur de Berlin, on a parlé de la possibilité d'une entrée de la Russie dans l'OTAN.**

**N'y a-t-il pas eu une occasion manquée ?**

Il aurait fallu pour cela changer profondément la nature et les missions de l'Alliance. Cela n'a pas empêché de créer un partenariat entre la Russie et l'OTAN qui a bien fonctionné jusqu'à l'annexion de la Crimée par la Russie. Aujourd'hui, il est important de trouver des voies et des moyens de rétablir des relations saines avec la Russie. Définir des bases sur lesquelles on pourrait rétablir la confiance.

**Christophe Segar (Analyste de l'énergie chez CAIE) : Pour l'OTAN, la Turquie n'est-elle pas un plus gros problème que les préjugés de M. Trump ?**

Il est exact que la situation en Turquie est préoccupante. La communauté internationale a peu de marge de manœuvre. Elle a besoin de la Turquie, de sa position stratégique, de son rôle d'Etat « tampon » mais elle ne peut pas tout accepter. L'attitude du président Trump vis à vis de la Turquie va être intéressante à observer. A mon sens, le président américain, pour ce que l'on puisse en percevoir à ce stade, devrait favoriser un axe USA, Turquie, Russie avec comme objectif déclaré la lutte contre DAESH et l'extrémisme islamique. Cela lui permettrait également de créer un front contre l'influence iranienne grandissante au moyen Orient, ce n'est là qu'une opinion personnelle.

**La France ne peut se désintéresser ni de l'avenir de la Turquie, ni de la politique étrangère américaine au Moyen Orient (et ailleurs) Il s'agit aussi d'un véritable test pour l'UE (avec, puis sans la Grande Bretagne).**

**Christophe Bouchez (Avocat - Cabinet Veil-Jourdes) : La France n'a pas participé aux grandes manœuvres de l'OTAN en Pologne.**

**Comment voyez-vous le rôle de la Pologne dans l'OTAN de demain ?**

**Quid de ses relations pour le moins tendues avec la France ?**

La Pologne est un membre de l'OTAN et de l'UE à part entière. Certains lui reprochent un attachement trop fort aux USA, mais de nombreux facteurs entrent en jeu, en

particulier le changement de pouvoir à Varsovie, puis maintenant aux USA.

Pour revenir sur une affaire d'actualité, la décision de rompre les négociations avec Airbus pour l'achat de 50 hélicoptères Caracal a provoqué, à juste titre à mon avis, la colère de la France, de l'industrie et les tensions sont vives entre les deux pays. Mais on ne peut en rester là car la Pologne est un pays clé pour l'avenir de l'UE. Il y a un vrai travail de fond à effectuer, il faut se demander pourquoi le nationalisme s'impose démocratiquement dans certains pays de l'UE. Probablement, en partie car l'Union Européenne a déçu, elle s'est mal vendue. Mais, il serait trop facile d'incriminer Bruxelles car l'UE n'est que le reflet de ce que les différents pays veulent en faire.

A mon sens, Les Européens doivent se concentrer sur leur défense et leur sécurité commune et s'engager résolument ensemble dans la lutte contre le terrorisme. Pour l'heure, l'Union Européenne ne peut pas revendiquer une forte ambition dans la défense, vu ses contributions budgétaires et humaines. Il faut mettre en place des objectifs chiffrés. Allouer au moins 2% du PIB, si on veut développer un outil de défense efficace, aimer aussi travailler sur le fond pour assurer l'efficacité des dépenses de défense et de sécurité. Pour les Américains, la défense est un outil de puissance. Il y a un soutien considérable du gouvernement et les retombées sont très positives pour des grands groupes comme Boeing.

Une partie du problème vient aussi du déséquilibre intra-Européen. Quand on a élargi l'Union Européenne, il y a eu un afflux de demandes légitimes. Dans le climat d'optimisme de l'ère post-soviétique, on a simplement oublié que ces pays avaient la volonté, mais pas les moyens. Il aurait fallu plus d'accompagnement, il y avait un prix à payer à cette intégration, une sorte de plan Marshall à l'Européenne et on ne l'a pas compris ou accepté. Aujourd'hui, on le paie. Dans le domaine de la défense, il n'y a pas eu de transition vers des équipements modernes. Certains pays utilisent encore du vieux matériel soviétique.

L'Allemagne a lancé des initiatives pour aider les anciens pays de l'Est à se reconstruire. Il faut suivre cette voie, investir dans notre avenir commun.

**Carol Amouyel-Kent (Présidente de la Oxford University Society of Paris) : En Europe, seules la Grande Bretagne et la Pologne consacrent 2% de leur PIB aux dépenses de défense.**

**Comment faire pour que l'Europe de la Défense/OTAN ait plus de crédibilité ?**

**Jean-Louis Pierrel (Relations Universitaires IBM France. Secrétaire Général Adjoint Géostratégies 2000) : Quid de l'efficacité de l'armée américaine, malgré ses 700 milliards ?**

**La Russie et la Chine, en dépensant beaucoup moins, ne sont-ils pas très menaçants ?**

Tout d'abord, il faut être clair, les Britanniques n'ont jamais adhéré à l'idée de la Défense européenne. Ils ont toujours donné la priorité à leur autonomie stratégique, en acceptant cependant une forme de dépendance vis à vis des Etats Unis pour leur composante de dissuasion et pour le Renseignement. Sur le plan multi-national, ils ont clairement indiqué que l'OTAN était leur priorité.

La Russie a un PIB équivalent à l'Espagne, mais elle en utilise 5% pour sa défense et en particulier pour ses forces nucléaires. Cela fait partie de la stratégie de puissance Russe se maintenir à parité avec les USA dans le domaine nucléaire et développer des forces conventionnelles crédibles pour intervenir dans les crises. A mon sens, V. Poutine est un opportuniste, il saisit toutes les occasions pour repositionner son pays sur la scène internationale, en Syrie, en Crimée, qui lui offre un accès à la Mer Noire, et même en Libye.

La Russie est revenue sur le devant de la scène. Peut-on l'en blâmer?

Il faut appliquer le principe *realpolitik*, mais pour cela, il faut une Union Européenne forte et une Alliance Atlantique unie. Quant à la Chine, elle suit sa propre, si elles sont semblables aux nôtres ou pas.

En tout cas, l'Union Européenne doit se montrer plus offensive dans les négociations commerciales internationales.

**Général Pierre Niclot (Directeur Business Development Thales Air Systems) : Quelle est la relation entre poids politique et poids industriel dans l'OTAN ?**

**Comment se positionnent les entreprises européennes face aux américaines ?**

Le poids de l'industrie européenne est à la hauteur de ses compétences. Là où ces compétences sont reconnues, cela fonctionne très bien. C'est le cas par exemple avec Thales qui est un acteur majeur dans le système de commandement et de contrôle de l'espace aérien.

En revanche, la vente de l'avion de combat américain F 35B, en Grande-Bretagne, en Europe du Nord (Danemark, Norvège) et du Sud (Italie), n'a rien à voir avec l'OTAN

Ces contrats ont été signés dans le cadre de relations bilatérales entre les USA et les différents Etats concernés. Pour remporter des marchés, les Américains sont intraitables et cela vaut pour tous les Présidents américains. D'ailleurs D.Trump se réfère souvent à la devise de Roosevelt « *Speak softly but carry a big stick* », mais dans son cas ce serait plutôt « *Speak harshly and threaten with a big stick* » « parle durement et menace avec un gros bâton »

Dans l'affaire des hélicoptères vendus à la Pologne par Airbus, c'est un renversement politique qui a changé le cours des choses, on peut considérer que ce n'est pas normal mais il en va ainsi de la démocratie.

En résumé, je pense qu'il faut absolument éviter la dérive des continents, que les Etats-Unis s'éloignent trop de nous, sur un plan commercial, économique et politique. La meilleure réponse est une Europe forte et déterminée.

**Jean-Louis Pierrel : Très pratiquement, que ferait l'OTAN si les Russes pratiquaient aux Pays Baltes ce qu'ils ont fait en Ukraine? Et si la Finlande posait sa candidature?**

Les Russes ont compris que l'information était la clé du monde moderne. Ils se sont organisés dans cette optique. Lors de chaque événement, où ils sont mêlés de près ou de loin, les Russes n'hésitent pas à nier les faits ou leur donner une interprétation biaisée. Cela participe d'une stratégie d'influence très bien orchestrée. Ainsi font-ils ainsi planer le doute sur la solidarité de l'OTAN vis à vis des Alliés Orientaux, en particulier les Etats Baltes.

Les Alliés ont maintes fois réaffirmé son engagement pour leur défense collective « *one for all, all for one* ». S'il y avait

une attaque avérée contre les Etats Baltes, je ne doute pas l'Alliance réagirait. D'ailleurs, l'OTAN est très vigilante face aux incursions de sous-marins et d'avions russes dans la zone. De plus, contrairement à certaines idées subtilement suggérées, les Etats Baltes ne constituent pas une proie facile. D'abord, leur population est tout à fait hostile à un retour dans le giron russe y compris les communautés russes installées dans ces Etats. Les Etats Baltes font également partie de l'Union Européenne, qui représente un poids social, économique, politique et sécuritaire primordial. Mais il faut le reconnaître Les attaques intestines, dites « hybrides » s'appuyant sur tout moyen de déstabilisation, y compris dans l'espace cyber, sont très pernicieuses. Cependant, l'OTAN a d'ores et déjà déclaré que des attaques cyber d'une certaine envergure contre l'un de ses membres pourraient justifier la mise en œuvre de l'article V. La Finlande, tout comme la Suède, ont des partenariats privilégiés avec l'OTAN qu'ils pourraient intégrer s'ils le souhaitent. Ces 2 pays peuvent également bénéficier des mesures de défense collective de l'UE qui figurent au traité de Lisbonne.

**Georges Grosz (Consultant - Associé Corporate Développement international. Président d'Honneur des Anciens de LSE en France) : Quid de la défense anti-missile?**

**Qui va expliquer à Donald Trump la réalité du monde? L'intérêt des Etats Unis dans l'OTAN ? Comment est assuré le financement de l'OTAN?**

L'Alliance Atlantique met en œuvre sa propre défense anti-missile, mais cela a été long et difficile. L'acquisition de cette capacité a été acceptée au sommet de Chicago, puis réaffirmée à Cardiff et à Varsovie; C'est plus une capacité préventive que dissuasive.

Pas plus qu'ailleurs, au sein de l'alliance, il n'existe de boule de cristal pour lire l'avenir, mais il faut cependant se préparer à faire face à tous types de menaces même si certaines d'entre elles semblent lointaines, l'expérience nous a appris que le futur peut se produire beaucoup plus vite que nous l'anticipons.

Cette défense anti missile est une forme d'assurance car ces technologies seront de plus en plus à la portée de nombreux pays.

Le président Trump a choisi comme Secrétaire d'état à la défense le général Mathis qui a lui-même commandé le commandement de la Transformation de l'OTAN juste avant que la France se voit confier cette responsabilité. Nul n'est mieux placé pour expliquer au président américain l'importance de l'Alliance Atlantique dans un monde agité par de nombreuses crises et qui n'est pas à l'abri du « retour de la force » dans les relations internationales.

Pour les Etats Unis, l'OTAN est une organisation unique pour maintenir le lien, la solidarité transatlantique au service de valeurs communes et ce depuis près de 70 ans, sauf à renier l'histoire et les leçons des 2 guerres mondiales du 20ème siècle, le nouveau président américain ne peut l'ignorer.

**Vice-Amiral Jean-Louis Vichot (Délégué Général de l'UDESCA - Président de l'ADOSM) : Trump parle de l'OTAN comme d'une structure « obsolète » c'est aussi l'axe de Poutine.**

**C'est également un outil pour imposer les normes américaines et brider la recherche et développement européenne? Quelle est votre opinion?**

J'ai déjà parlé du rôle éminent du Général Mathis auprès du Président américain. De plus, les Britanniques ont toujours affiché leur priorité pour l'OTAN. Ils seront les meilleurs avocats pour convaincre D.Trump<sup>1</sup> de la pertinence de l'OTAN. Cela dit, pour conserver à l'OTAN sa crédibilité et éviter son obsolescence, il faut poursuivre sa transformation afin d'anticiper les nouvelles formes de menaces et de l'adapter au nouveau contexte géostratégiques et aux futurs engagements opérationnels.

L'idée que l'OTAN est un outil qui permet aux américains d'imposer leurs normes et brider les efforts de recherche et de développement européens est très répandue, mais après

<sup>1</sup>Comme démontré récemment lors de la visite de Madame May à Washington

**MARIE-CLOTILDE HINGRAY**

mes 3 années d'expérience à la tête du Commandement de la Transformation à Norfolk, je ne souscris pas à ce mantra. Je le répète, l'Alliance fonctionne sur le principe du consensus, chacun a sa voix autour de la table commune. Je pourrais également donner de nombreux exemples démontrant que l'expertise de l'industrie européenne, en particulier française est reconnue et appréciée au sein de l'Alliance. De plus, pour exporter leurs équipements, les Américains n'ont nullement besoin de l'OTAN puisqu'ils traitent en bilatéral avec les pays intéressés. Ainsi, ni l'avion de combat F35, ni les drones Reaper ne sont des produits Otaniens.

Enfin, les normes d'interopérabilité (STANAG) définies au sein de l'Alliance et agréées à 28 doivent permettre au plus grand nombre de pays de pouvoir s'intégrer dans les opérations de l'Alliance. Dans ce domaine, l'OTAN agit comme un régulateur vis à vis des Américains qui, portés par leur budget de défense et leur tropisme technologique, ont tendance à avancer seul sans se soucier de leurs Alliés.

## GÉOPOLITIQUE DE L'IRAN

BERNARD HOURCADE

**Le mercredi 14 décembre 2016, Géostratégies 2000 a organisé un petit-déjeuner-débat dans les salons du Palais du Luxembourg autour de Bernard HOURCADE, géographe, éminent observateur et fin connaisseur de l'Iran. Directeur de recherche émérite au CNRS et W. Wilson Center Global Fellow (USA). Assistant de géographie à l'université de Pau (1972-1978), puis directeur de l'Institut Français de Recherche en Iran (1978 – 1993), il a fondé et dirigé l'équipe de recherche « Monde iranien » (CNRS, 1993-2005). Bernard Hourcade nous a livré une subtile analyse de la situation actuelle de l'Iran, un éclairage différent de ce que l'on entend généralement. Se basant sur les rapports de force entre héritages nationaux, idéologies islamiques et mondialisation, il nous a aidé à mieux comprendre comment l'Iran, après la levée des sanctions, allait reprendre sa place dans le concert des nations, entre espoir et incertitude.**

Le 14 juillet 2015, lorsque Barack Obama s'est réjoui de l'accord sur le nucléaire iranien, le Shah d'Iran est mort une seconde fois, assésé d'entrée de jeu, Bernard Hourcade. Jusque là, son fantôme rodait toujours, le retour de l'Iran impérial était encore envisageable. Cette fois, comme l'a déclaré officiellement le Président Hassan Rohani, de nouveaux horizons s'ouvrent, l'Iran redevient un membre à part entière de la communauté internationale. Le système va changer, mais avec quel logiciel, s'interroge Bernard Hourcade, qui croit en une renaissance de l'Iran.

### UN NOUVEL ENVOL

Ce pays, toujours isolé, connaît depuis 4000 ans une continuité historique et géographique.

Il y a une véritable symbiose entre une terre et un peuple. Les nombreuses invasions, d'Alexandre Le Grand aux Ottomans, en passant par les conquêtes Mongoles et Arabo-

musulmanes, ont enrichi et diversifié leur culture. Les Iraniens ont toujours réussi à assimiler leurs envahisseurs successifs et à récupérer leur identité. En 1979, les Américains étaient trop présents, notamment sur le plan militaire.

La révolution islamique a été l'occasion de les chasser, mais pour Jimmy Carter, à l'époque, ce revers ouvrait la porte à une possible avancée soviétique et menaçait les approvisionnements en pétrole.

Les Iraniens, qui se sentaient en danger au milieu des dictatures et des monarchies du Golfe, soutenues par le bloc occidental, ont adopté une posture offensive, déclamant haut et fort qu'ils allaient abattre Israël et donner une terre aux Palestiniens. Mais il est difficile d'analyser ce débat passionnel, mené par une dictature où le clergé contrôle le système, une forme de pouvoir de plus en plus théocratique mais de plus en plus vidée de son caractère religieux, reconnaît Bernard Hourcade. Pour mieux comprendre les

rapports de force au sein de ce pays complexe, il faut se référer aux « trois I ». Le premier renvoie à Iran, vieux pays hyper nationaliste ; le second à Islam. Le chiisme y règne depuis le 16ème siècle et imprègne toute la vie quotidienne. Le Shah a oublié cet aspect, il l'a trop minimisé et c'est ce qui a provoqué sa chute. Enfin, le troisième, c'est International. Car, depuis la découverte de gisements pétroliers en 1908, cet État joue un rôle stratégique majeur. Il faut respecter ce subtil équilibre, si l'on veut savoir comment le pays fonctionne, souligne Bernard Hourcade.

Depuis 1980, l'Iran se sent encerclé, entouré par un environnement hostile et il n'a pas tort. Car, pour faire contrepoids à la menace de Téhéran, les États-Unis et leurs

alliés ont énormément soutenu les monarchies pétrolières, notamment l'Arabie saoudite, plus récemment Dubaï et le Qatar. Celles-ci ont exporté et développé un islam conservateur, le salafisme, dans les pays européens et africains. De Dakar jusqu'à la Malaisie, un réseau wahabite, de plus en plus politisé et radicalisé, chapeauté par une unité culturelle anti-chiite, met l'Iran en difficulté.

De plus, la classe dirigeante est constituée presque exclusivement d'anciens combattants de la guerre avec l'Irak, qui a duré 8 ans et a fait 800 000 morts. En effet, une phase de grande déception a suivi la fin du conflit et le gouvernement a décidé de faire entrer ces anciens combattants (15 millions de personnes) dans les arcanes du pouvoir. Des privilèges leur ont été octroyés comme des bourses d'études, ils ont pu aussi ouvrir des entreprises, obtenir le monopole sur certains commerces.

Pour la plupart, du gouverneur au chauffeur, leurs grades et leurs diplômes sont honorifiques, mais ils font tourner le pays et s'accrochent à leurs postes. Ils sont imprégnés de culture révolutionnaire, ne parlent pas l'anglais mais ont le contrôle sur l'international !!!

## UNE PUISSANCE INCONTOURNABLE

Or, l'obsession actuelle est de maintenir un cordon de sécurité tout autour de l'Iran. Il n'y a pas de politique impérialiste, mais les « zones tampon » restent sous grande vigilance. Le régime veut pouvoir compter sur des gouvernements « amis », notamment en Irak, en Afghanistan, au Turkménistan, en Azerbaïdjan, en Turquie et dans le Golfe Persique. Les Printemps Arabes ont beaucoup déstabilisé l'Iran et particulièrement la guerre en Syrie. Les Iraniens ont fait le maximum pour garder un gouvernement fort à Damas, et pour eux, il ne peut être incarné que par Assad, même s'il est un horrible dictateur. Car, il peut compter sur une armée et une police solides, sur une base sociale assez large, qui va des chrétiens à la bourgeoisie libérale et commerçante. Ils n'ont jamais soutenu les rebelles, car selon eux, très peu sont de réels démocrates. La plupart sont des djihadistes, notamment des tchéchènes et ils sont les « chevaux de Troie » des Saoudiens. Or, la plus grande peur des Iraniens est de voir une force pro saoudienne prendre le pouvoir à Bagdad ; ce conflit syrien est aussi un handicap politique, qui freine l'essor économique. Rejeter l'Iran de la table des négociations sur la Syrie a été une erreur d'analyse, constate Bernard Hourcade. Le mythe du nucléaire a mis l'Iran hors jeu, alors qu'il était un pion capital sur l'échiquier régional.

L'Iran, riche de ses hydrocarbures et de ses 79 millions d'habitants, dispose d'énormes potentialités. Mais il doit affronter aussi un double défi, à la fois intérieur et extérieur. Le gouvernement doit répondre aux aspirations de changement de la population, notamment la nouvelle bourgeoisie citadine et instruite, tout en maintenant la stabilité.

Et hisser le pays au rang de puissance régionale indépendante. Pour cela, il faut trouver une solution au face à face avec l'Arabie Saoudite. Cette rivalité n'est pas seulement religieuse (sunnite/chiite) et ethnique (arabe-pers), elle est surtout globale et politique.

La « Pax Petrolea » pourrait être la solution, suggère Bernard Hourcade. Ces deux pays ont besoin que le prix du pétrole augmente et qu'il soit exporté en toute sécurité. Ils pourraient s'entendre autour de cet enjeu crucial et se partager des zones d'influence de part et d'autre du Golfe Persique, conclut-il.

**Luc Debievre (Partner Reach Capital) : Vous parlez de « l'encercllement iranien » et les Saoudiens dénoncent le danger du croissant chiite (Irak, Syrie, Hezbollah et Hamas).**

**Pensez-vous, comme le disent les Saoudiens, qu'ils ont tout essayé pour trouver des solutions à leurs différends ?**

Après l'accord sur le nucléaire et début 2016, la levée des sanctions, l'Arabie Saoudite a paniqué. Elle a peur que les États-Unis ne soutiennent à nouveau l'Iran.

Le différend Iran/Arabie Saoudite a toujours existé. De plus, il y a un axe « Républiques du Nord » contre « Monarchies du Sud » Même si tous ces régimes sont plus ou moins dictatoriaux, les premiers doivent plus prendre en compte la pression populaire.

Les tensions se sont ravivées dernièrement après la rupture des relations diplomatiques entre les deux pays, suite au sac de l'Ambassade d'Arabie Saoudite à Téhéran, qui était lui même une réponse à l'exécution d'un dignitaire chiite à Riyad.

Mais les Iraniens ne veulent pas la chute de la dynastie Saoud, ils ont besoin d'un état fort.

**Marie-Christine Chevreux (Generali France Assurance - Direction de courtage (ER)) : Y a-t-il un risque réel d'escalade entre l'Iran et l'Arabie Saoudite ?**

Il n'y a pas de risque militaire direct, car l'armée iranienne est très sous-équipée en matériel mais dispose de beaucoup d'hommes (300 000). Or, en Arabie Saoudite, c'est le scénario inverse. En revanche, oui, il y a une guerre interposée, en Syrie, en Irak et en Afghanistan.

**Vice-Amiral Pierre Sabatié Garat (Gérant Euratlantique) : Pouvez-vous nous parler des relations Iran/Russie ?**

Les Iraniens détestent les Russes. L'empire des tsars a pris des territoires iraniens, a bombardé des villes comme Ispahan.

Quand les Américains se retirent en 1979, il y a un vide.

C'est seulement en 2010 que les Russes signent la reconstruction de la première unité de la centrale nucléaire Boucher. Ils viennent à nouveau de signer pour la construction des unités 2 et 3, mais ils restent très prudents.

Toutefois, il y a un rapprochement autour de la politique en Syrie. Les avions russes ont utilisé la base militaire d'Hamadan pour aller bombarder en Syrie. Cela a suscité un tollé, puis finalement cela a été acté, car il n'y avait pas d'autre choix.

En Iran, certaines voix s'élèvent actuellement pour demander un retour des USA.

**François-Xavier Martin (Président d'honneur de Crédit X Mines, Secrétaire Général et Trésorier de Géostratégies 2000) : La Chine joue un rôle économique important dans toute la région. Cherche-t-elle aussi à avoir un rôle politique?**

Oui, c'est certain. Elle a profité du vide, causé par les sanctions. N'oublions pas que l'Iran a été le plus sanctionné entre 2011 et 2015. La Chine a acheté du pétrole iranien bon marché, elle a payé en yuans et donc l'Iran s'est mis à acheter beaucoup de produits chinois.

Les Chinois ont pris pied dans ce pays depuis plus de 10 ans, ils ont une bonne expérience de la réalité économique et aimeraient jouer un rôle politique. Par ailleurs, ils parlent très bien le Persan (tout comme les Japonais et les Coréens) et sont très présents dans toute cette zone. Désormais, on trouve même plus d'entreprises chinoises que françaises à Djibouti.

**Joel-Alexis Bialkiewicz (Associé-Gérant Banque Delubac & Cie) : Si le nationalisme iranien s'est construit non sur le Persan mais sur le chiisme, les territoires du Machrek à forte population chiite ne peuvent-ils pas être considérés comme des protectorats iraniens ?**

On peut faire un parallèle avec la France, qui, par tradition, protège les Chrétiens d'Orient mais n'a aucune ambition religieuse.

L'Iran puise ses racines, son identité dans le chiisme. Lorsqu'ils voient des chiites massacrés, il y a de la compassion et parfois une aide militaire. Il y a une influence nationaliste sur les communautés chiites.

**Carol Amouyel Kent (Présidente de la Oxford University Society of Paris) : Quid du Yémen?**

Le Yémen est en quelque sorte une colonie saoudienne. Et sur son territoire, il y a une tribu opposée aux Saoud, qu'ils répriment très violemment. Il y a eu des bombardements saoudiens, notamment sur des hôpitaux, qui ont fait des milliers de morts, mais silence radio dans la communauté internationale!

L'Iran soutient activement cette tribu pour gêner l'Arabie Saoudite.

**Denis Plane (Inspecteur Général de l'Armement - Conseil Général de l'Armement) : En Iran, les Anglais sont mal**

**vus et réciproquement.  
Peut-on sortir de ce préjugé?**

Les Britanniques sont les « meilleurs ennemis des Iraniens ». Ils n'ont jamais vraiment colonisé le pays mais ils y ont exercé une grande influence. Ils ont découvert et exploité le pétrole iranien avant que Mossadegh ne le nationalise en 1951.

Actuellement, les Anglais reviennent à Bahrein, dans le but de contrer les Russes.

**Jacques Taranger (Inspecteur (ER) du personnel civil de la Défense) : Quelle est la puissance financière de l'Iran? Le tourisme redémarre-t-il?**

La prise d'otages à l'ambassade américaine a créé un véritable traumatisme et a stoppé le tourisme.

On assiste à une certaine évolution, les touristes reviennent et leur sécurité semble assurée.

Le gouvernement veut envoyer au monde une image rassurante. Lorsque l'Ambassade d'Arabie Saoudite a été mise à feu, le Président a réagi très vite, les incendiaires ont été arrêtés.

Cependant, les miliciens très conservateurs parviennent encore à contourner son pouvoir.

La situation économique est très détériorée, les recettes extérieures baissent comme le prix du pétrole. La croissance du PIB tourne autour de 1%.

Avec la levée des sanctions, Téhéran espère récupérer une partie de ses avoirs gelés à l'étranger (entre 50 et plus de 100 milliards de dollars). Mais il devra également réformer le système bancaire pénalisé par d'importantes créances douteuses (15% des actifs et jusque 50% dans les établissements publics). Et lutter contre la corruption qui gangrène les milieux politiques et qui est alimentée par le trafic de drogue et la contrebande de marchandises.

Toutefois, les hommes d'affaires se succèdent, même s'il est encore très difficile d'investir en Iran. En effet, 80% de l'économie iranienne remonte à l'État. Une entreprise privée ne peut rien faire seule. C'est le moment de prendre date, pour être opérationnel lorsque le marché s'ouvrira réellement. Il faut être vigilant, mais il ne faut pas non plus rater le coche.

**Raymond Douyère (Président de Géostratégies 2000) : Quelle est la réaction iranienne après l'élection de Donald Trump à la présidence des États-Unis?**

Ils ne sont pas rassurés. Son côté « commerçant », « homme d'affaires » les séduit un peu mais ils ont peur qu'il ne décide de bloquer les avoirs à l'étranger, et que le blanchiment devienne très périlleux. Ils craignent aussi qu'il ne mette un veto sur la commande de 100 Airbus.

C'est donc l'incertitude qui prévaut, comme partout.

**Jean-Claude Richard (Ancien Ambassadeur de France en Asie Centrale) : Quelle est la place de la jeunesse dans la société iranienne?**

Les jeunes sont la clé du système. Il y a beaucoup d'universités. En 1979, la moitié habitait en ville et savait lire et écrire. Maintenant, ils sont près de 90%. C'est une garantie de stabilité dans un pays de 80 millions d'habitants

La société est radicalement différente d'il y a trente ans. Le plus vieux pays du Moyen Orient n'est pas si jeune que cela. Les Iraniennes ont moins d'enfants que les Françaises. Les 25-45 ans n'ont pas connu la révolution, ni la guerre Iran-Irak.

Souvent, la femme travaille, les enfants font des études. La moyenne bourgeoise est assez satisfaite, malgré les

nombreuses contraintes. Mais, elle se rassure au vu de ce qui se passe en Syrie et en Irak.

**MARIE-CLOTILDE HINGRAY**

**PROPOS NON REVUS PAR INTERVENANT**

\*Géopolitique de l'Iran – Les défis d'une renaissance » 2è éd. A. Colin

## L'ECHEANCE PRESIDENTIELLE DE 2017 ET LES ENJEUX DE POLITIQUE EUROPEENNE ET INTERNATIONALE

**PASCAL PERRINEAU**

**Le mardi 17 janvier, Géostratégies 2000 a reçu dans les salons du Palais du Luxembourg, et autour d'un petit-déjeuner, Pascal Perrineau, politologue et spécialiste de sociologie électorale.**

**Le nouveau Président de l'Association des Anciens de Sciences Po a analysé les mouvements profonds et sous-jacents de l'opinion publique, au regard de la nouvelle donne internationale et du comportement des électeurs. Une réflexion qui a permis de mieux comprendre pourquoi l'efficacité des sondages était souvent mise à mal ces derniers temps.**

Dans un monde désormais multipolaire, où les puissances s'affirment, où le libéralisme est remis en cause, où le terrorisme s'étend, on observe une perte de confiance dans toutes les démocraties, une désorientation des populations, assène d'emblée Pascal Perrineau, Et ce phénomène n'épargne pas la France, ni la prochaine élection présidentielle.

Si elle est entrée dans les mœurs depuis 1965, elle recèle, cette fois, de nombreuses inconnues.

Quel sera le candidat PS et y en aura-t-il vraiment un? François Bayrou se présentera-t-il?

De plus, et c'est une première, le Président sortant ne se représente pas. Un héritage ambigu et vacant, car son capital électoral, depuis 2012, est en voie d'éclatement. Les autres partis semblent mieux contrôler leurs troupes, mais les votes mobiles sont en forte augmentation. Les comportements s'individualisent, ce qui peut réserver de grosses surprises. Il faut également prendre en compte le vote sanction, qui atteint des niveaux élevés. En 2012, les Français ont plus voté contre Nicolas Sarkozy que réellement pour François Hollande. C'est exactement la même chose aux USA avec la victoire de Trump, en Grande-

Bretagne avec le Brexit et en Italie avec le référendum perdu de Matteo Renzi, note Pascal Perrineau qui enseignait pendant l'été 2016 dans une université du Vermont, un Etat

traditionnellement démocrate, et qui a parfaitement senti le malaise ambiant. Sur le campus, Hillary Clinton était plébiscitée par les élites universitaires et les étudiants, mais 800 mètres plus loin, 60 à 65% des personnes interrogées, soutenaient Trump. Il y a bel et bien un clivage social et culturel, un vote rejet du système et de Washington, note-t-il. C'était un peu, « tout, sauf Hillary Clinton ».

### **DE NOUVELLES RÈGLES DU JEU**

En France, la campagne se déroule sous l'état d'urgence, une nouveauté, dans un contexte de très fortes tensions internationales et de scepticisme vis à vis de l'Union Européenne. Mais, comme partout ailleurs, ce sont les enjeux nationaux qui constituent les priorités. Avec, en tête, la lutte contre le terrorisme, le chômage, l'immigration, l'avenir de la protection sociale. Viennent ensuite les inégalités, la relance de l'activité économique, la pollution et, tout à la fin, la dimension internationale. Il est vrai que ces

questions ont toujours fait l'objet d'un consensus assez large. Elles ne sont pas clivantes et donc non mobilisatrices. Elles sont aussi très éloignées des préoccupations quotidiennes, reconnaît Pascal Perrineau qui explique que trois grandes enquêtes ont été mises en place pour mieux comprendre les attentes des Français.

Tout d'abord, le baromètre de confiance politique, qui mesure et cerne la confiance vis à vis des institutions économiques, politiques, sociales et administratives. Sur le

plan politique, le paysage est sinistré. Les institutions politiques locales sont les seules qui surnagent. En revanche, il y a un rejet majeur vis à vis des institutions supra nationales comme l'Union Européenne, les G20, l'OMC, ou encore la Banque mondiale. Les maires et leur conseil municipal sont encore très appréciés. Il ne faut surtout pas s'attaquer à ce tissu de proximité, et développer avec la plus grande prudence, les communautés de communes, avertit Pascal Perrineau.

Le second baromètre étudie les fractures françaises, économiques, sociales et culturelles, qui se tendent de plus en plus et le troisième est une enquête électorale. A partir d'un échantillon représentatif de 25 000 électeurs, suivis pendant un an, on remarque que, malgré la grande défiance politique, l'intérêt reste très fort pour les débats publics, qui attirent 81% des personnes sondées. Surtout à droite (61%) et pour les sympathisants du Mouvement « En Marche » d'Emmanuel Macron. Les personnes âgées, les catholiques pratiquants mais aussi les primo votants sont parmi les plus mobilisés.

A l'échelle européenne, partout l'euroscpticisme et l'europhobie grimpent en flèche. Alors que dans les années 70-80, la France avait une attitude très positive vis à vis de l'Europe, elle fait maintenant partie des pays qui en ont la plus mauvaise perception. Seulement 22% d'opinions favorables, en fin de peloton avec l'Autriche, Chypre et l'Espagne. Ceux qui continuent à aimer l'Europe sont les seniors (65 ans et plus), les professions intellectuelles et les cadres, les diplômés, les centristes et les catholiques pratiquants. En revanche, les ouvriers, les sympathisants du FN et de « Debout la République » de Nicolas Dupont-Aignan la rejettent. Pour Mélenchon, comme pour les salariés du public, elle n'est ni bonne, ni mauvaise. Ce clivage, observe Pascal Perrineau, n'est pas éloigné de celui qui divise les Français sur la mondialisation.

Parallèlement, la demande de protection ne cesse de croître, passant de 30% en 2009 à 43% actuellement. Elle émane surtout de ceux qui craignent le chômage, les ouvriers (60%), et les employés. Et parmi eux, 80% votent Front National. Pour ce qui est d'une plus grande ouverture, seuls 24% la souhaitent et encore ici, on retrouve les seniors, les chefs d'entreprise les proches de l'UDI et d'Emmanuel Macron. Ceci met à mal les luttes traditionnelles entre la droite et la gauche, les grands appareils des partis. La rupture est de plus en plus verticale, entre les partisans d'un retour au protectionnisme et les autres. Lors des derniers scrutins, le Front National, qui représente la force politique majeure chez les jeunes, est arrivé à la première place et il peut encore améliorer son score, jusqu'à 25% et même au delà. D'où le malaise au sein des grands partis, comme Les Républicains et le PS. L'ordre électoral se retrouve bouleversé, avec, à chaque bout de l'échiquier, Le Pen et Mélenchon, qui partagent des préoccupations communes. On assiste à une recomposition du paysage politique, avec un axe organisé autour de Le Pen et Macron et ensuite un « feuilleté gauche-droite ». Il n'y a plus de grille de lecture, les repères changent.

## L'ATTRAIT DU POPULISME

Le populisme fait également un retour en force, souligne Pascal Perrineau, mais il est très différent selon les pays. Il s'appuie sur trois ressorts. Le premier est économique et

social. Dans les démocraties, la gauche et la droite s'enracinaient dans des blocs sociaux. Ceci s'accompagnait aussi parfois d'une bipolarisation territoriale, comme avec le Nord et le Sud de l'Angleterre. Or, ce système s'effondre de toutes parts. Avec la modernisation de nos sociétés, on assiste à une redistribution sociologique des cartes. Jusqu'à la fin des années 80, les ouvriers et les employés votaient à gauche. Or, peu à peu, ils ont exploré d'autres voies pour exprimer leur malaise et leur désarroi. D'abord, l'abstentionnisme, puis, ils se sont tournés vers l'extrême droite. L'Aisne et le Pas de Calais sont désormais des bastions du Front National. Il y a un phénomène de dissidence électorale chez les couches populaires, qui est indéniable. Et c'est la même logique que l'on retrouve dans toute l'Europe.

Second élément, le clivage entre un désir de société ouverte et une volonté de recentrage national. Dans un univers de plus en plus cosmopolite, la coupure s'accroît entre les gens « d'en haut » qui pensent qu'ils ont beaucoup à gagner avec la fin des frontières et le développement de programmes comme Erasmus. Et les couches populaires, qui se sentent dépossédés, privés de leur appartenance sociale et culturelle. Les forces nationalistes et populistes exploitent ces différences avec beaucoup de talent.

Enfin, il y a la défiance qui tourne même à la haine des politiques et qui aboutit à une politisation négative. L'Américain Albert O Hirschmann a théorisé autour des concepts « exit, voice and loyalty » les crises de confiance au sein d'une communauté. Il y a, selon lui, deux moyens dont dispose le public pour exprimer son mécontentement. La défection (exit) et la prise de parole (voice) et les deux outils mélangés peuvent se révéler très efficaces. C'est ce qui arrive avec les Populistes comme Trump, admet Pascal Perrineau. On reste mais on prend la parole. Sur le terrain économique et social, une grande partie de sa force vient de ce discours. Il a réussi à politiser le rejet de la politique et c'est là une des clés de son succès.

S'il y a une certaine « droitisation » de nos sociétés, celle-ci est plus complexe qu'elle n'y paraît, précise Pascal Perrineau. Il y a en fait un double mouvement. D'une part, une aspiration à plus de libertés privées. Les divergences sur les mœurs, comme avec le Mariage pour Tous, ne sont pas des querelles insurmontables. Et d'autre part, une demande d'ordre public. un besoin d'une régulation publique et politique forte pour vivre ensemble. Et l'on retrouve souvent, chez le même individu, à la fois une demande de liberté privée et d'ordre public, conclut-il.

L'intervention de Pascal Perrineau a été suivie d'un débat, animé par Raymond Douyère, Président de Géostratégies 2000, riche en échanges.

**Jean-Louis Pierrel (Relations Universitaires - IBM France- Secrétaire Général Adjoint Géostratégies 2000) :**  
**Si nous entrons dans l'ère de la « dés election », mesurez vous le niveau de répulsion des différents favoris, notamment Marine Le Pen, mais aussi François Fillon et Manuel Valls?**

Le vote rejet est à l'œuvre. Sarkozy a été éliminé par les siens lors de la primaire. le peuple de droite et du centre a fait le ménage. Par ailleurs, l'échec de Juppé a un lien avec le rejet de l'ère Chirac. Il règne un malaise autour de la

fonction présidentielle. Le livre des journalistes du Monde sur le quinquennat de François Hollande l'a encore renforcé. La Présidence normale s'avère être un échec criant. Depuis Sarkozy, voire même Chirac, on assiste à un « aplatissement » de la fonction présidentielle, on quitte la verticalité. La société a changé, elle est plus horizontale, mais il faut retrouver la verticalité présidentielle.

Par ailleurs, si le populisme séduit, il fait aussi encore peur. Au second tour, Marine Le Pen ne ferait que 33% face à François Fillon. Ce pourcentage ne bouge pas depuis un certain nombre d'années, l'heure n'est pas encore venue.

**Philippe Abelin (Ministère de l'Economie et des Finances(ER)) : Le « politiquement correct » peut-il influencer sur le niveau de défiance politique?**

Ce phénomène est resté longtemps marginal, maintenant, les électeurs rejettent les leçons de morale. Il y a une volée de bois vert contre les discours qui viennent d'en haut. Cela nourrit un sentiment anti élites redoutable.

**Luc Debieuvre (Partner Reach Capital) : « L'islamisation des périphéries » est-elle un cas isolé ou une évolution aux proportions significatives?**

Avec les attentats, les attitudes interrogatives ou négatives envers les musulmans ont augmenté.

La moitié des Français se demandent si les musulmans ont la capacité à s'intégrer dans les valeurs de la République.

En fait, les Français musulmans représentent l'électorat le plus à gauche qui soit, et aussi le plus abstentionniste. Ceci peut expliquer pourquoi certains élus socialistes restent très prudents quand ils abordent ces thématiques.

**Christian Fournier (IIM Ltd, Director (ER)) : Est-ce vraiment la bonne méthode que d'insister si lourdement sur la laïcité? Les musulmans ne se sentent-ils pas agressés dans leur foi?**

L'accent mis sur la laïcité est une des raisons du succès de Marine Le Pen. Elle a réussi son OPA sur les valeurs de la République, au Congrès de Tours, en gagnant contre les idées de Bruno Gollnisch. Sur le plan électoral, c'est une stratégie gagnante mais les militants de longue date n'ont pas apprécié cette nouvelle orientation.

La laïcité est aussi un moyen de combat anti religieux. On observe un transfert des antis catholiques vers les antis musulmans.

**François-Xavier Martin (Président d'honneur de Crédit X Mines. Secrétaire Général et Trésorier de Géostratégies 2000) : Comment expliquer les scores de Marine Le Pen**

**dans des territoires où l'immigration est extrêmement faible?**

Elle a acquis une image respectable que son père n'avait pas. Elle peut donc s'attaquer à des milieux socioculturels jusque là rétifs, comme celui de la fonction publique. Il y a une réelle pénétration.

**Jean-Claude Richard (Ancien Ambassadeur de France en Asie Centrale) : Pourquoi la dette et son remboursement ne sont-ils pas au cœur de la campagne?**

L'enjeu a progressé dans l'électorat de la droite et du centre depuis 2012. Bayrou l'avait mis au cœur de sa campagne. Il y a un écho qui reste.

A gauche, ce n'est pas une priorité et c'est très troublant.

**Claude Roux (Directeur de groupe de la Société Générale)**

**Francis Babé (Sciences po. IHEDN) : Donnez-vous une chance à la tentative d'Emmanuel Macron?**

C'est un « OPNI », objet politique non identifié...

Au départ, ce fut une bulle médiatique. Il y avait une fascination journalistique pour Macron. Parce qu'il ressemble à ce milieu. Il est en harmonie avec les média sur un plan culturel. Cela l'a beaucoup aidé pour se lancer mais il a aussi du talent.

Plus vous êtes heureux, riche, doté culturellement et intellectuellement, plus vous votez Macron. Il est le candidat de la mondialisation heureuse. Reste à savoir s'il peut séduire au delà de ce socle. Les centristes et les socialistes sont orphelins. Il pourrait récupérer la majorité de l'électorat de Bayrou de 2012. Dans la « Hollande », certains élus pensent à se rallier à Macron. Mais cela pourrait le desservir ....

**Alain Ferrandi (Directeur Financier - Cloud Service Group) : Est-ce que l'influence supposée de la Russie sur la politique intérieure française a un écho dans l'opinion?**

La politique extérieure de Poutine, comme l'annexion de la Crimée, les tensions en Ukraine, le soutien à la Syrie de Bachar al Assad, est à des années lumière des préoccupations des Français.

Ce n'est pas tant sa stratégie qui impressionne, mais son personnage. Il est le symbole de l'homme fort, il obtient ce qu'il veut. Le FN s'en inspire beaucoup dans ses discours.

**MARIE-CLOTILDE HINGRAY  
PROPOS NON REVUS PAR INTERVENANT**

**LES ETATS-UNIS A L'EPREUVE DE « LA POST VERITE » ET « DES FAITS ALTERNATIFS »**

**PAP NDIAYE**

**Le jeudi 23 février, dans les salons du Palais du Luxembourg, Géostratégies 2000 a organisé un petit déjeuner autour de Pap Ndiaye, Normalien et spécialiste de l'histoire sociale des États-Unis. Cet universitaire, directeur du département d'histoire à Sciences Po Paris, qui a également enseigné en Pennsylvanie et à New York, nous a apporté son éclairage sur le nouveau Président américain et sur les raisons qui l'ont porté à la Maison Blanche. Il a également démontré que ses « propos décoiffants » allaient être difficiles à appliquer, vu l'importance des contre pouvoirs existants dans ce pays, viscéralement démocratique**

Le 8 novembre, à l'annonce des résultats, Donald Trump n'a pu cacher sa propre surprise et cela illustre parfaitement le caractère imprévisible de cette élection, lance Pap Ndiaye, avant de s'interroger sur les raisons de cette victoire. Tout d'abord, [explique-t-il], il y a la campagne ratée d'Hillary Clinton, beaucoup trop technocratique. A Chicago, dans les quartiers pauvres, les habitants n'ont jamais rencontré un seul militant démocrate. Cette faible mobilisation a entraîné une baisse de la participation et c'est ainsi que trois Etats clés, la Pennsylvanie, le Wisconsin et le Michigan ont basculé du côté de Trump, de justesse. A chaque fois, il manquait à peu près 60 000 électeurs pour renverser la tendance.

Trump, pour sa part, a récolté les votes républicains classiques, mais aussi ceux de nouveaux électeurs, des blancs issus des couches moyennes inférieures dans les vieux États ouvriers. Pourtant, reconnaît-il, la situation économique actuelle n'est pas désastreuse. A l'origine de cette évolution, il y a deux grands courants historiques qui s'entremêlent. D'une part, depuis le début des années 60, la désindustrialisation et la perte de pouvoir des syndicats ouvriers. Ces forteresses se défont avec la fermeture des usines, principalement automobiles. C'était un monde protégé, très bien payé, avec de très bonnes couvertures sociales et des retraites élevées. Mais qui n'existe plus. Depuis 2011, l'industrie automobile a redressé la tête, de nouveaux emplois ont été créés, mais les salaires sont deux fois moins hauts, tout comme les pensions. Cette relative bonne santé cache une réalité plus sombre, avec moins de pouvoir d'achat et des avantages acquis qui diminuent. L'économie « fordiste », qui a atteint son apogée dans les années 50, en est la grande victime. Trump a senti ce désarroi, c'est pourquoi il a promis le retour de « bons emplois », la réouverture des mines des Appalaches, fermées depuis qu'une grande partie du charbon est importé du Brésil.

### **UN PRÉSIDENT DÉROUTANT**

Parallèlement, on assiste à une transformation sociale et culturelle des États-Unis. Avec la réouverture des frontières, à partir de 1965, les Asiatiques et les Hispaniques arrivent en masse.

Dans le même temps, sous l'impulsion du mouvement pour les droits civiques, les minorités obtiennent des droits, notamment celui de voter en 1964, et c'est la fin de la ségrégation officielle. La société américaine est en ébullition, avec pléthore de nouvelles associations pour le droit des femmes, des homosexuels et de bien d'autres encore. Ce

qui marginalise les hommes blancs, appartenant aux couches privilégiées. C'est le triomphe de l'Amérique multi culturelle dans les grandes villes et Obama en est en quelque sorte le produit. Toutefois, tout ceci masque une autre facette de l'Amérique, plus conservatrice, plus arc boutée sur l'ordre ancien, qui nourrit des ressentiments face à ces changements perçus comme néfastes. Cette frange de la population ne reconnaît plus son pays et pense que le «Rêve américain » est désormais inaccessible. Les gens s'insèrent devant vous dans la file d'attente et donc vous n'avancez plus, protestent-ils.

Trump a su rallier au delà du socle républicain classique, [résume Pap Ndiaye.] mais est-il vraiment un idéologue? il est avant tout un homme d'affaires, embauché dès 1969 par son père, influent promoteur immobilier à New York, [observe-t-il]. Sur le plan fiscal, il est peu transparent, assez sulfureux. D'ailleurs, il n'a jamais voulu publier ses avis d'imposition. Politiquement, son cœur penchait plus pour les Démocrates, il se disait favorable à l'avortement, opposé à la peine de mort et semblait plus intéressé par les casinos et les femmes que par la Bible. A priori, il ne s'inscrit pas dans les courants religieux qui ont renouvelé le Parti conservateur depuis 1990. C'est avant tout un opportuniste politique, qui a trouvé son créneau et affiche donc désormais des convictions religieuses, [martèle Pap Ndiaye.] à l'inverse de son vice-président, Mike Pence, ancré dans l'histoire conservatrice américaine. Trump louvoie constamment et il est bien difficile de voir en lui un homme politique avec une idéologie constante. Il peut changer, il y a peut-être là une leur d'espoir, [note-t-il].

Son élection a été très serrée et très déficitaire en nombre d'électeurs, avec 2,8 millions de voix de moins qu'Hillary Clinton. Cela s'est déjà produit mais dans des proportions moindres. Il ne manquait que 400 000 voix à George Bush face à al Gore. Depuis 1964, le Parti Démocrate a perdu le vote blanc. Carter et Clinton ont rassemblé environ 47% de ces électeurs, Obama à peu près 43%. En revanche, depuis 1968, c'est le parti Républicain qui est le plus souvent au pouvoir.

Les Démocrates gagnent quand il y a une sur- mobilisation des minorités et de la jeunesse. C'est un électorat porteur, car démographiquement très dynamique, mais cette fois, cela n'a pas fonctionné, à cause d' un cruel manque d'affinités avec Hillary Clinton.

Trump est maintenant Président depuis cinq semaines et l'improvisation semble encore totale, [observe Pap Ndiaye.] Tous les débuts sont hésitants, c'est normal. Il y a des

transferts de pouvoir, il faut se familiariser avec les rouages. Les Présidents n'ont que très rarement une expérience gouvernementale. Ils sont généralement d'anciens gouverneurs, excepté Kennedy et Obama qui étaient sénateurs. Mais, cette fois, cela prend une proportion un peu inquiétante. Son conseiller à la Sécurité nationale, Michael Flynn, a dû démissionner, suite à des relations inappropriées avec la Russie, fin décembre, alors qu'Obama était toujours en fonction. Et qu'il a dans un premier temps, niées...

### UNE MARGE DE MANŒVRE LIMITÉE

Par ailleurs, les décisions prises par décret et signées à tour de bras, ont surtout une fonction théâtrale, visant à affirmer l'autorité du nouveau Président. Or, un acte de l'exécutif ne peut pas abroger une loi. A propos du mur qui doit être construit entre les États-Unis et le Mexique, il n'y a rien de prévu quant au financement, qui devrait s'élever à 20 milliards de dollars. Or, seul le Congrès peut le voter. C'est la même chose pour la suppression de l' "Obama Care". Seule une nouvelle loi peut abroger l'ancienne.

Enfin, il faut prendre en compte le pouvoir judiciaire, qui se révèle être un grand adversaire. Ce qui peut étonner, car beaucoup de juges fédéraux ont été nommés par des Présidents républicains (Bush père et fils). Ils se sont déjà dressés contre certains décrets. Ainsi, un juge fédéral de l'État de Washington, républicain qui plus est, a aboli le décret gelant l'accès au territoire américain aux ressortissants de pays musulmans. A la Cour Suprême, on dénombre quatre juges centristes, démocrates. Tous sont nommés à vie. Or, l'histoire est pleine de rebondissements et les juges conservateurs peuvent devenir progressistes. Ainsi, Earl Warren, qui a présidé la Cour Suprême de 1969 à 1986, a pris des décisions majeures considérées comme des avancées sur l'avortement, la peine de mort et la déségrégation scolaire. Sous son mandat, la Cour Suprême est passée de la défense du droit de la propriété à la défense du droit humain. Le juge Scalia, décédé l'année dernière, a lui aussi privilégié l'intérêt général du pays. C'est un pôle potentiel de résistance, [reconnait Pap Ndiaye,] tout comme le pouvoir législatif. Il y a certes une majorité républicaine, mais elle est loin d'être alignée sur les positions protectionnistes de Donald Trump. Cela ne sera pas facile d'obtenir l'accord du Congrès, assez largement favorable au libéralisme économique, pour sortir de l'Alena, l'accord de libre échange entre les États-Unis, le Canada et le Mexique.

La société civile, elle aussi, se réveille et exprime ses désaccords, les élus se font apostropher à propos de la suppression de l' « Obama Care ». Les tensions avec la presse sont violentes. Trump tente de créer un canal d'informations parallèle aux médias, qui le relierait directement au peuple.

Cela a toujours plus ou moins existé, avec par exemple, les causeries au coin du feu de Roosevelt, mais là, la manière est inédite. Trump est le champion des tweets qui claquent comme des coups de fouet. Il veut court-circuiter les canaux habituels de la grande presse, majoritairement démocrate et veut uniquement faire confiance aux média amis. Steve Bannon, nouveau Haut Conseiller stratégique de la Maison Blanche est ainsi l'ancien directeur du site ultra conservateur Breitbart News, qui fut la meilleure arme de propagande de Trump, pendant sa campagne. Toutefois, la très conservatrice chaîne Fox News n'est pas disposée à devenir

le porte parole du nouveau Président et s'est montrée très sévère à son égard lors de l'attentat imaginaire en Suède.

Les États-Unis sont une démocratie vivante, où le Président n'est pas le seul maître à bord, [rassure Pap Ndiaye.] Les limites de son pouvoir vont se faire de plus en plus sentir. Les élections au Congrès en 2018 pourraient rogner sa majorité républicaine. On peut également envisager la procédure de l' « impeachment », qui l'obligerait à quitter son mandat. Plus anecdotique, il y a l'article 23 de la Constitution américaine qui prévoit d'écarter le Président en cas de troubles mentaux... Quoiqu'il en soit, une bonne partie de ses déclarations tapageuses sont là, uniquement pour rassurer ceux qui le soutiennent, soit environ 40% des Américains. Ce socle est « réduit aux acquêts » et c'est inédit. Généralement, le Président nouvellement élu attire une large frange de la population, bien au delà de ceux qui ont voté pour lui. Ainsi, Obama, après sa prise de fonctions, recueillait près de 80% d'opinions favorables! Il déploie un activisme de façade, mais son bilan risque fort d'être très maigre. Et c'est mieux ainsi, car son hostilité face à la construction européenne, ses ambiguïtés vis à vis des différentes alliances militaires ont de quoi inquiéter.

En fait, il remet en cause l'ordre mondial hérité de l'après guerre, mais pendant ce temps, son Vice Président et son ministre des Affaires Étrangères font du rétro pédalage, notamment en ce qui concerne l'OTAN. Trump peut continuer à s'agiter sur la scène nationale et internationale, si dans les coulisses, on s'active pour neutraliser ses déclarations, [ironise Pap Ndiaye, en guise de conclusion.]

**Jean-Louis Pierrel (Relations Universitaires IBM France, Secrétaire Général Adjoint Géostratégies 2000): Donald Trump pourra-t-il longtemps aller contre le big business américain qui est résolument contre le protectionnisme et la fermeture des frontières?**

**Eric Verstraete (Expert Financier Développement - Bouygues TP) : Pour mettre en œuvre sa politique économique de relance intérieure, Trump ne va-t-il pas buter sur la structure fédérale décentralisée des USA?**

Pendant sa campagne, Trump a fustigé le monde des affaires, qui redoute le protectionnisme. Toutefois, tout ceci n'est pas homogène. Il y a une économie ouverte, dynamique, notamment en Californie avec les géants de l'informatique (Google, Apple..) et l'industrie du cinéma. Également les services financiers, qui ont des oreilles attentives au Congrès... Tous ces secteurs ont énormément à perdre et ils sont vent debout contre Trump. Mais, il y a aussi tout un pan de l'industrie, moins sévère vis à vis de sa politique, car moins en prise avec les marchés étrangers. C'est le cas de l'automobile, qui n'est pas opposée au fait de taxer les industries étrangères, tant elle a été attaquée par les concurrents asiatiques, notamment japonais et coréens.

On ne peut nier le caractère décentralisé de l'État Fédéral, qui n'a pas la main sur la police, par exemple. Il y a, dans le pays, 16000 départements de police. En revanche, il est seul maître à bord pour la signature des traités internationaux ou les lois sur le protectionnisme.

**Carol Amouyel-Kent (Présidente de la Oxford University Society of Paris): La Federal Reserve pourra-t-elle être**

***un contre pouvoir, comme l'appareil législatif et judiciaire?***

C'est certain. Des tensions apparaissent entre la FED et les intentions économiques et financières du nouveau gouvernement. La présidente de la FED a reconnu être hostile à la politique de Trump mais son mandat se termine bientôt. Trump va nommer un nouveau Président à la tête de la FED, qui sera certainement plus maniable.

***Francis Babé (Sciences po - IHEDN) : On évoque souvent la procédure d' « impeachment » pour mettre fin prématurément à l'expérience Trump. Qu'en pensez-vous?***

C'est une procédure lourde. Quand la menace s'est précisée, Nixon a préféré démissionner de lui-même. Il faut pouvoir démontrer que le Président a failli gravement dans ses fonctions. Pour Nixon, c'était l'affaire du Watergate.

Avec Trump, la question du conflit d'intérêt peut surgir. Entre, d'une part, ses intérêts privés, confiés à ses deux fils et sa fonction présidentielle. La séparation est fragile, toute communication reste possible.

Ses liens avec la Russie peuvent également être évoqués. Les gages éventuels qu'il aurait donnés à Poutine en échange d'une déstabilisation de la candidate démocrate. Cela peut faire l'objet d'une enquête du Congrès.

***Christophe Gravereaux (Avocat associé. Président du groupe Professions Juridiques Libérales et de Conseil Sciences Po Alumni) : L'élection de Trump va-t-elle changer la politique de défense des États-Unis à l'égard de l'Europe?***

Pendant sa campagne, Trump a répété que les engagements militaires des Américains dans le monde entraînaient de trop grosses dépenses. Il souhaiterait une participation financière moindre pour son pays, mais plus élevée pour ses alliés, qui juge-t-il, se reposent trop sur les USA. Ce qui, il faut l'admettre, n'est pas totalement faux. En matière de défense, Trump a une vision financière. Par exemple, il remet en cause l'avion de combat F35, considéré comme trop onéreux. Cette approche comptable n'implique pas une remise en cause totale de l'Alliance.

Il n'y a pas de nouvelle stratégie mais des pistes qui sont lancées, comme un appel à l'Allemagne pour contribuer davantage sur le plan financier.

***François-Xavier Martin (Président d'Honneur de Crédit X Mines. Secrétaire Général adjoint et trésorier de Géostratégies 2000): A quoi attribuez vous la bienveillance systématique que Donald Trump semble manifester à l'égard de la Russie?***

En tant qu'homme d'affaires, Trump connaît bien la Russie, il y a de nombreux intérêts.

Il y a eu des négociations pendant la campagne électorale, mais difficile de savoir quel en était le contenu. Toutefois, on ne peut nier que le rapprochement avec la Russie constitue un élément central dans sa ligne politique. Une stratégie qui est aux antipodes de l'ère Obama marquée par de vives tensions. La question est de savoir si Poutine est vraiment favorable à cette évolution.

Ces deux chefs d'État ont encore beaucoup de divergences et il n'est pas sûr que ce rapprochement se concrétise. D'ailleurs, le nouveau Ministre des Affaires Étrangères, Rex Tillerson, ne s'est pas caché pour critiquer la politique de la Russie vis à vis de l'Ukraine.

***Philippe Beauvillard (Directeur Electre) : Les contre pouvoirs que vous avez rappelés ne sont-ils pas assez inopérants en matière internationale?***

***Jacques Lutfalla (Contrôleur Général des Armées) : Selon le journal Le Monde, Trump se serait aliéné les services de renseignement, danger potentiel pour son avenir. Qu'en pensez-vous?***

Les services de renseignement constituent un frein au pouvoir exécutif. Depuis 1945, L'État fédéral a une très grande puissance. Il y a énormément de fonctionnaires à Washington. Depuis la prise de fonction de Trump, tous les Ambassadeurs ont été rappelés. Dans l'administration, c'est le grand vide, tout comme dans les services de renseignement.

Le même scénario que pendant le Maccarthysme. Beaucoup d'éminents spécialistes quittent leurs fonctions car ils pensent que les prochaines décisions ne correspondront pas à ce qu'ils préconisent. Les services de renseignement sont très dubitatifs et le départ des meilleurs est à craindre car ils seraient remplacés par des opportunistes.

***Pierre Amouyel (Ingénieur Général des Mines honoraire): L'imprévisibilité de Trump n'implique-t-elle pas un risque plus grand dans le domaine international?***

En Chine, par exemple, depuis l'entrée en fonction de Trump, les relations se sont adoucies. Il semble être revenu sur l'idée de la coexistence de deux Chine. Son coup de fil à la Présidente de Taïwan n'est plus d'actualité. La continuité semble l'emporter mais beaucoup de spécialistes de la Chine au ministère des Affaires Étrangères ont préféré partir.

Avec Israël, le nouvel ambassadeur, l'avocat d'affaires David Friedman, s'est d'abord prononcé contre une décision de paix à deux États, pour une expansion des colonies et pour le déménagement de l'ambassade à Jérusalem. Mais, lors de son audition au Sénat; il s'est excusé et est revenu sur ses précédentes déclarations.

Il est certain que l'on va assister à un rapprochement entre Trump et le gouvernement de Netanyahu (qui avait de très mauvaises relations avec Obama), mais le Département d'État semble rester sur la politique américaine affirmée depuis des années. D'ailleurs, la visite de Netanyahu à Washington n'a pas vraiment fait bouger les lignes. Et dernièrement, l'administration Trump a critiqué le nouveau programme de colonisation.

***Lycée Jacques Feyder : Qu'en est-il pour les Afro-américains aux USA? Constituent-ils un obstacle pour Trump?***

Ils ont voté massivement contre Trump, mais globalement, leur participation au scrutin a été plus faible que d'habitude. Une des clés de la défaite de Clinton. Elle n'a pas assez organisé sa campagne autour des plus défavorisés. Les propos de Trump vis à vis des Afro-américains sont caricaturaux. Il relie le monde noir aux ghettos et aux

grandes catastrophes. Il a une approche très condescendante. Cette communauté s'inquiète à juste titre. Trump a été poursuivi en justice pour ségrégation dans ses différentes entreprises. Mais, c'est un peu tard.

Le nouveau Ministre de la Justice, Jeff Sessions, ancien sénateur de l'Alabama, inquiète. Il est décrit comme « discriminant et xénophobe » et a inspiré la politique anti immigration de Trump.

Dans certains States, déjà, la loi de 1965 sur le droit de vote, est de plus en plus grignotée. Cela ne plaide pas en faveur d'une politique égalitaire.

**Luc de Noyelle (CHEar) : Le « spoil system » descend jusqu'à quel niveau dans la haute administration ?**

Tout dépend de l'ampleur de la transition. Lorsqu'elle a lieu entre les Républicains et les Démocrates, ou vice-versa, elle est forte, mais cette fois, elle est maximale. On assiste à un basculement qui descend très bas, à des niveaux inhabituels. Cette grande vacance de postes à pourvoir est très grave, cela rappelle le Maccarthysme, et surtout lorsqu'il s'agit de secteurs comme la diplomatie ou les renseignements, où l'expérience est capitale.

**Dimitri Tellier (Professeur agrégé de philosophie- Lycée Condorcet - Montreuil) : L'élection de Donald Trump ne**

**manifeste-t-elle pas simplement la montée des populismes dans nombre de pays démocratiques ?**

C'est exact. Il y a des correspondances qui sautent aux yeux entre la sociologie de l'électorat de Trump (des Blancs, pauvres et désabusés) et celui qui a voté pour le Brexit en Grande-Bretagne. On relève le même phénomène en France avec le Front National et aussi en Europe Centrale. Mais, il y a des limites. Dans notre pays, Trump et Poutine ne sont pas très populaires, ils ne représentent pas des têtes d'affiche attrayantes pour l'électorat français. Tout cela nous interroge sur l'arc démocratique à construire pour s'opposer à ces phénomènes. Il faut réfléchir et tirer des leçons des fractures sur lesquelles jouent les populistes qui sont aussi de grands opportunistes. Les populistes xénophobes semblent avoir le vent en poupe, mais il y a aussi un caractère théâtral dans leurs déclarations. Lorsque Trump a décidé, par décret, de bloquer l'entrée des ressortissants de pays musulmans, il a été désavoué par un juge fédéral. Il ne faut pas perdre de vue que la loi de 1965 sur l'immigration est toujours en vigueur. S'il veut mettre en place une nouvelle politique, avec obligation de visas ou autre, il ne pourra le faire sans l'accord du Congrès. Et cela est loin d'être gagné!!

**MARIE-CLOTILDE HINGRAY  
PROPOS NON REVUS PAR INTERVENANT**

## « IMPUNITÉ FISCALE : LA FRANCE, EXCEPTION EN EUROPE ? »

Katia WEIDENFELD

Le jeudi 23 mars, Géostratégies 2000 a organisé un petit déjeuner autour de Katia Weidenfeld, historienne du droit, juriste et directrice d'études à l'Ecole Nationale des Chartes. Auteure avec Alexis Spire d'un ouvrage intitulé : « L'impunité fiscale : quand l'Etat brade sa souveraineté » (éd. La Découverte 2015), elle nous a expliqué sa démarche et nous a livré son éclairage sur le fonctionnement des administrations fiscale et judiciaire. Estimant que les dernières réformes vont dans le bon sens, elle a démontré qu'il était possible d'agir efficacement pour plus de moralisation et de justice.

Une décennie en arrière, la fraude fiscale semblait enterrée, puis les affaires des comptes au Lichtenstein, ou encore les « Swissleaks » ont remis la question à l'ordre du jour, même si aucune réponse politique ne pouvait être apportée, face à l'impunité des paradis fiscaux, lance Katia Weidenfeld, avant de plonger dans le vif du sujet. A savoir, comment les fraudeurs sont-ils punis quand ils sont détectés, quelle est la réponse institutionnelle? Sur 17000 contribuables inquiétés seuls 1000 sont poursuivis, et aucun, pour le moment, n'est en prison. En grande partie, parce qu'au pénal, il faut une raison matérielle et ici, tout est couvert par le secret fiscal

A la fin du 19ème siècle, la justice pénale était le marqueur des valeurs, elle représentait un étalon de l'importance

accordée par la société au respect de l'impôt. Mais, depuis, il y a eu des évolutions, concède Katia Weidenfeld, qui a mené son enquête, en tandem avec Alexis Spire, en rencontrant, en France et au Royaume Uni, en 2011, tous les acteurs concernés. A partir de 570 jugements non biaisés, elle a cerné les profils sociologiques, les types de fraude et les a reliés à l'histoire de la fraude et de la sanction. Elle reconnaît que l'affaire Cahuzac a provoqué un séisme et que depuis cet épisode, les peines ont été alourdies, mais selon elle, l'impact a tendance à être un peu exagéré.

**UN MANQUE D'EFFICACITÉ**

Avant les réformes de 2010, il y avait en France deux institutions distinctes, l'administration fiscale et la justice. Or, cette superposition temporelle, spécifique à la France, rendait plus compliquée la mise en œuvre des sanctions sur les fraudeurs détectés, déplore-t-elle.

Au niveau fiscal, c'est le Ministre du Budget qui saisit le Procureur, mais cela arrive relativement rarement. En raison du verrou de Bercy. En fait, cette administration sélectionne ceux qui sont poursuivis. Son but étant de recouvrer l'impôt et de réprimer en fonction de ses propres objectifs. Elle privilégie la coopération et la bonne volonté, car, dans ce cas, elle peut monnayer et faire rentrer l'argent dans les caisses, alors que la voie pénale semble plus risquée.

C'est ce qui s'est passé avec l'affaire Wildenstein. Les avocats ont réussi à prouver l'optimisation fiscale et ont obtenu un non lieu. Ce type de jugement pèse dans l'autocensure de l'administration fiscale. Les directions qui notifient le plus de redressements sont celles chargées du contrôle des grandes entreprises et des grands patrimoines. En revanche, il y a une très forte représentation au pénal de PME du BTP et de gardiennage. Ces contribuables ne sont pas armés pour négocier. Il y a, parmi eux, 23% d'étrangers (alors que la totalité des personnes poursuivies représente 6% de la population), ce qui rend compliqué le dialogue. Généralement, il n'y a pas de déclaration et pas de réponses aux avis de redressement, constate Katia Weidenfeld.

Autre caractéristique française, le Ministère du Budget doit, avant de porter plainte, passer les filtres de la Commission des infractions fiscales, qui doit donner un avis favorable. Seuls 6% des cas sont refusés. Par ailleurs, les poursuites ne sont effectuées qu'au delà du montant de 100 000 euros. Si les fraudes sont répétées des dizaines, voire des centaines de fois, elles ne sont pas proposées pour poursuites car elles n'excèdent pas ce seuil. Les conseils fiscaux qui proposent des plans d'optimisation fiscale frauduleuse, y échappent également.

Le Procureur de la République poursuit les affaires en quasi totalité. Car les cas qui lui arrivent sont très solides et les dossiers sont bouclés. Mais, ils sont très anciens, ils remontent à 5 ou 6 ans et les preuves ont eu le temps de disparaître. Par conséquent, les intermédiaires, c'est à dire les « esprits » de la fraude ne sont pas inquiétés. Ceux qui le sont, sont souvent des lampistes et rarement les principaux profiteurs. Le jugement débouche, à 90%, sur une condamnation. Souvent des peines de prison avec sursis, ce qui n'a aucun sens, relève Katia Weidenfeld, car ce n'est pas de la délinquance de droit commun et il y a rarement de la récidive. Chez nos voisins, il y a des mesures comme le travail d'intérêt général (ce fut le cas en Italie pour Berlusconi, au Brésil pour des footballeurs) et aussi des interdictions professionnelles. En fait, les magistrats se trouvent face à un dilemme éthique, les fraudeurs devant eux ne sont pas forcément les plus coupables, ce qui explique les peines relativement clémentes.

## DES PROGRES LIMITÉS

Mais, depuis 2010, la donne a changé. Il y a eu une volonté de rendre la main à la justice dans la sélection des fraudeurs. La Commission des infractions fiscales est désormais saisie en amont, en début de contrôle, lorsqu'il y a des doutes; Cela a une incidence temporelle, puisque l'administration judiciaire peut travailler tout de suite avec des moyens que l'administration fiscale n'a pas, comme les

gardes à vue et les perquisitions. Ainsi, le Procureur peut diligenter des enquêtes musclées et trouver plus de preuves. Cette nouvelle procédure, qualifiée de « blanchiment de fraude fiscale » contourne la sélection de l'administration fiscale et est de plus en plus utilisée.

Parallèlement, des instances spécialisées ont été créées. Le Parquet national financier et une Police fiscale, qui travaillent de concert avec les inspecteurs des impôts et les officiers judiciaires et ont donc une double compétence technique.

Ces innovations sont encourageantes, confirme Katia Weidenfeld, mais la proportion des dossiers traités est minime, seulement 100 sur les 1000 concernés par la justice pénale. Les pouvoirs politiques n'ont pas doté ces instances des moyens humains suffisants. Seulement 15 magistrats pour le Parquet national financier (23 étaient prévus initialement), contre 40 pour le Parquet anti corruption espagnol. De plus, tout est basé à Paris, il n'y a pas d'antennes en province et il est donc difficile de couvrir tout le territoire.

Autre bémol, l'outillage est encore insuffisant, surtout pour les enquêtes dans les grandes entreprises. La saisie de matériel informatique chez Google France en 2016 va occuper les services pendant trop longtemps. Enfin, il semblerait que l'institution judiciaire se convertisse peu à peu aux objectifs de l'administration fiscale, c'est à dire, renflouer en priorité les caisses de l'Etat.

De plus en plus, les grands groupes acceptent de payer de grosses sommes en échange de l'arrêt des poursuites. Ils sont ainsi lavés de toute culpabilité et peuvent à nouveau souscrire à des appels d'offre publique.

En revanche, dans les affaires de stupéfiants, ce n'est pas cette logique qui prévaut, la réponse est presque toujours pénale et répressive.

En fait, conclut Katia Weidenfeld, l'administration judiciaire essaie de plus en plus de trouver un juste milieu entre le coût et la rentabilité.

Après cet exposé très intéressant, un débat animé par Raymond Douyère, Président de Géostratégie 2000, a donné lieu à de nombreux échanges.

**Jean-Claude Richard (Ancien Ambassadeur de France en Asie du Sud Est) :**

***Votre exposé donne l'impression que la recherche de la fraude coûte plus cher que la fraude. Qu'en pensez-vous?***

Tout cela est difficile à mesurer. Il faut décourager les fraudeurs, ils doivent craindre les poursuites.

Globalement, le respect de l'impôt doit faire partie de nos valeurs essentielles. Derrière la justice pénale, on trouve la construction de tout un système de valeurs. Au cours du 19ème siècle, c'étaient les infractions aux biens, et non pas aux personnes, qui étaient poursuivies. Car la propriété était une valeur sociale dominante. Il a fallu attendre le début du 20ème siècle pour que la délinquance sexuelle soit considérée comme grave....

**Raymond Douyère (Président de Géostratégies 2000) :**  
***Le Ministère des Finances a annoncé le retour de 6 milliards d'euros dans ses caisses, provenant de la lutte contre la fraude fiscale.***

**Qu'en pensez-vous?**

Il faut nuancer ces sommes, qui découlent souvent de transactions et sont le gage d'absence de poursuites.

**Pierre Lepetit (Consultant) : La pénalisation de la fraude fiscale est plus importante dans les pays anglo-saxons. Peut-être parce que les Américains n'ont pas le même regard sur la valeur de l'argent?**

La culture protestante domine chez les Anglo-saxons. Ils n'éprouvent pas de culpabilité par rapport à l'argent et ne sont pas hostiles à l'enrichissement personnel, contrairement aux Français.

En revanche, s'il y a fraude, c'est un délit qui peut entraîner la prison.

**Manuel Ceva (CEO Insight Signals) : Les différences de niveau des fraudes entre pays européens sont-elles liées à des facteurs culturels ou structurels, c'est à dire liés à la mise en place effective d'institutions de répression?**

L'évolution du Royaume-Uni est intéressante. Dans les années 1990, il y avait peu de poursuites. La fraude fiscale bénéficiait d'un traitement indulgent. Les intermédiaires, les entreprises étaient très rarement mis en cause. Mais, depuis 2008, il y a une véritable volonté de poursuivre les fraudeurs, également les avocats. Des personnalités sont ciblées, les sanctions (souvent des peines de prison) doivent servir d'exemple. Donc, on pencherait plus pour le structurel.

**Jean-Pierre Leroux (Ancien maire adjoint du 10ème arrondissement de Paris) : Quid de la suppression du verrou de Bercy? De l'optimisation fiscale? Qu'en pensent les candidats à la présidentielle?**

Cela est très peu évoqué pendant la campagne. Le candidat qui semble s'y intéresser le plus est peut être Benoît Hamon. Techniquement, c'est l'administration fiscale qui détecte la fraude en premier. Elle est donc réticente à laisser lui échapper le menace de poursuites judiciaires. Surtout qu'elle détient là un argument de poids pour récupérer de l'argent. La solution serait de privilégier une meilleure coopération avec la justice.

Quant à l'optimisation fiscale, à partir du moment où l'impôt n'est pas seulement un outil budgétaire mais aussi un instrument de politique économique, elle est inéluctable. Le citoyen échange quelques services contre de l'impôt. C'est une question politique.

**Cibler des personnes connues. S'écarter de l'esprit des lois, est-ce vraiment le droit?**

En tout cas, c'est ce qui freine les magistrats, très imprégnés de l'idée de l'égalité de tous devant la justice.

Nous sommes actuellement dans une situation ambiguë. Le Parquet national financier s'inspire de l'exemple anglais. Il met en scène la répression, se montre velléitaire dans ses

poursuites. Il y a des cas de sévérité exemplaire, comme avec Jérôme Cahuzac. Mais, si ces peines sont importantes

sur le papier, pour l'heure, elles sont toujours virtuelles, car il n'y a pas de mandat d'arrêt.

Une peine plus faible mais réellement exécutée me semblerait plus judicieuse.

**Jacques Taranger (Inspecteur du personnel civil de la Défense) : Que dire de la dimension européenne, voire mondiale, dans la lutte contre la fraude fiscale?**

L'administration fiscale française, seule, ne dispose pas de moyens suffisants. Elle doit pouvoir s'appuyer sur la coopération avec d'autres pays, mais celle-ci peut s'avérer délicate, comme avec la Suisse. C'est un élément qui peut conduire à ne pas poursuivre les plus puissants, mais il ne faut pas se retrancher derrière ce paravent international. Il y a également des dossiers qui concernent uniquement notre droit interne et nous n'intervenons pas encore assez.

**Raymond Douyère (Président de Géostratégies 2000) : Quelles devraient être les propositions des candidats à l'élection présidentielle?**

Je pense qu'il faut renforcer les services créés, comme le Parquet national financier et le service d'enquêtes, et les décentraliser. Ils ont déjà montré une certaine efficacité.

Il ne faut pas une logique purement financière, mais une logique répressive, qui manifeste notre système de valeurs. L'enjeu ne devrait pas être la recherche de rentabilité.

**Claudie Rigault (Attachée de direction Sotheby's) : Pourriez vous revenir plus en détail sur l'affaire du marchand d'art milliardaire Wildenstein?**

Je vais d'abord faire un commentaire juridique. La loi pénale s'en tient au principe d'interprétation stricte. S'il n'y a pas de loi condamnant le déni, on ne peut pas condamner. Dans l'affaire Wildenstein, à l'époque des faits, aucune loi n'interdisait les trusts. Donc, même s'il y a eu recours à des trusts pour éluder l'impôt, il ne peut pas y avoir de condamnation pénale.

Tout ceci est logique, mais je pense qu'il aurait pu y avoir une autre façon de mener le raisonnement et donc d'interpréter les faits.

**Georges Grosz (Consultant. Associé Corporate Development International. Président d'honneur des Anciens de LSE en France) : Quelle est l'importance de la délation dans la solution des enquêtes? Comment sont recrutés les membres du Parquet national financier?**

La délation joue un rôle pour déclencher un contrôle, mais très peu pour les poursuites pénales. Seules 10% des personnes contrôlées ont été dénoncées.

Les magistrats du Parquet national financier sont soit des juges du siège (juges d'instruction, juges civils), soit des juges du parquet.

Ils sont nommés par le gouvernement, ce qui peut laisser planer une certaine suspicion sur leur politisation et sur leur indépendance réelle.

**MARIE-CLOTILDE HINGRAY  
PROPOS NON REVUS PAR INTERVENANT**

« CHOMAGE DES JEUNES : REALITES, CONSEQUENCES, REMEDES »

FRANÇOIS-XAVIER MARTIN

Intervention de François-Xavier MARTIN, Secrétaire général et Trésorier de Géostratégies 2000 le 19 avril 2017. Il existe un large consensus pour considérer que l'amélioration de la situation de l'emploi des jeunes est une priorité absolue. Mais l'affirmation selon laquelle en France 24 % des jeunes seraient au chômage ne correspond pas à la réalité : l'INSEE indique qu'en 2016 640 000 personnes de 15 à 24 ans étaient en recherche d'emploi, alors que la population totale de ces tranches d'âge est d'environ 8 millions d'individus. Tenir compte de ces chiffres est un préalable indispensable à tout plan permettant d'améliorer de façon radicale la situation des jeunes face à l'emploi.

Demandez à des Français pris au hasard quel est le principal problème qui se pose aux jeunes, ils vous répondront certainement : « le chômage ». Demandez ensuite combien sont chômeurs : la réponse standard, inspirée par ce que répètent à longueur d'année politiques et médias, sera pratiquement toujours « 24 % ».

Mais si vous insistez : « Combien de personnes sont concernées ? » alors, sauf si vous tombez sur un spécialiste de l'emploi, vous n'obtiendrez pratiquement jamais de réponse.

Or, les conséquences d'une connaissance limitée à ce seul 24 % sont désastreuses :

- sur le plan psychologique, car ce chiffre donne l'impression aux Français que l'ampleur du chômage des jeunes est tellement importante qu'il s'agit d'un problème insurmontable, qu'aucun gouvernement, quelle que soit sa couleur politique, ne pourra jamais régler. Ce « 24 % » n'incite pas les responsables gouvernementaux à expliquer de façon simple quelles améliorations rapides seraient possibles, quels objectifs seraient raisonnables et crédibles, quels moyens humains et financiers devraient permettre de les atteindre,
- il donne de notre pays une image catastrophique dans des comparaisons internationales souvent biaisées, alimentant ainsi un pessimisme ambiant souvent exagéré dans notre pays.
- **LA RÉALITÉ DU CHÔMAGE DES JEUNES EN FRANCE**

Si on poursuit avec persévérance la recherche du nombre de jeunes au chômage, on finit par trouver la réponse dans un tableau du site de l'INSEE : Ce tableau donne les chiffres recherchés : parmi les 15-24 ans, 643 000 sont chômeurs (353 000 hommes et 290 000 femmes), ce qui représente 24 % de la population active de cette tranche d'âge (qui comprend donc environ 2,7 millions d'individus).

	En % population active	Milliers
<b>Personnes au chômage</b>	<b>9,6 %</b>	<b>2 767</b>
<b>15-24 ans</b>	<b>23,7 %</b>	<b>643</b>
<b>Hommes</b>	<b>10 %</b>	<b>1 487</b>
<b>15-24 ans</b>	<b>24 %</b>	<b>353</b>
<b>Femmes</b>	<b>9,3 %</b>	<b>1 280</b>
<b>15-24 ans</b>	<b>23,2 %</b>	<b>290</b>

*Taux de chômage BIT en France métropolitaine (INSEE, enquête emploi 2016)*

Chaque classe d'âge récente comprenant environ 800 000 individus, on a donc, parmi les 8 millions de 15-24 ans : 5,3 millions de lycéens, d'étudiants et de personnes ne cherchant pas d'emploi, soit 66 % des 15-24 ans ; un peu plus de 2 millions de personnes ayant un emploi (dont 650 000 en CDD), soit 26 % ; et 643 000 chômeurs, soit 8 %.

**La réalité est donc que, parmi les Français âgés de 15 à 24 ans, un sur quatre a un emploi ; pour un sur douze, cet emploi est un CDD (soit un emploi sur trois, alors que pour le reste de la population, c'est moins d'un sur dix !) ; et seul un sur douze est chômeur (et non un sur quatre, comme beaucoup le pensent, suite à l' « information » reçue des médias).**

Ces chiffres ont deux conséquences. Tout d'abord, alors que les gouvernements successifs affirment avoir pour objectif prioritaire de réduire le chômage des jeunes, en faire sortir de façon permanente 300 000 suffirait à amener le pourcentage de nos 15-24 ans au chômage à un des meilleurs niveaux mondiaux (4 %).

En second lieu, la précarité dans leur emploi concerne autant de 15-24 ans que le chômage, ce qui contribue puissamment au pessimisme de ces tranches d'âge. **Parallèlement à la réduction du nombre de 15-24 ans au chômage, il serait donc important de limiter la pratique des contrats de travail à durée déterminée aux seuls cas pour lesquels ils ont été instaurés** (pointes de travail, remplacements de salariés absents pour congés, maternités, etc.) alors qu'actuellement ils sont également utilisés par certains employeurs pour échapper aux risques qu'ils estiment courir en embauchant des 15-24 ans en contrats à durée indéterminée.

## LA DÉSINFORMATION PAR LES MÉDIAS

Pour des raisons qui tiennent soit de l'ignorance, soit de la mauvaise foi, le pourcentage des jeunes Français au chômage (8 %) n'est pratiquement jamais cité : on parle presque toujours, en particulier dans les médias français, du taux de chômage des jeunes (24 %), qui est trois fois plus élevé.

Ainsi, l'association française des anciens élèves des écoles polytechniques suisses de Lausanne et Zürich affirme sur son site : « Taux de chômage des 15-24 ans : Suisse 3 %, France 23 %. » Il s'agit vraisemblablement d'une reprise d'un article du Monde du 3 juillet 2014, qui a publié un article sur le système d'enseignement suisse dont le titre était : « En Suisse, le taux de chômage des 15-24 ans n'est que de 3 % contre 23 % en France. »

Or, si on consulte les statistiques officielles suisses, on constate que, depuis plus de dix ans, le taux de chômage suisse des 15-24 ans oscille autour de 8 % et non 3 %.

La situation française reste certes nettement plus mauvaise que la Suisse, mais pas dans ce rapport terrifiant entre 3 % et 23 % qui risque d'inhiber l'action, et qui vient vraisemblablement du fait que Le Monde, suivi par l'association des anciens des écoles polytechniques suisses, compare des choux (proportion de jeunes Suisses au chômage) et des carottes (taux de jeunes Français au chômage au sens du BIT).

Il en est de même pour la comparaison France-Allemagne : Le Monde publiait en première page le 9 avril 2014 : « Emploi : un jeune Français sur cinq condamné au chômage ; 22 % des moins de 25 ans n'ont pas trouvé d'emploi trois ans après leur sortie du système scolaire... Cet échec français est d'autant plus criant qu'il n'est pas inéluctable : seuls 5 % des jeunes Allemands sont au chômage. »

Si on lit attentivement l'article, on apprend que c'est un Français sur cinq sorti du système éducatif qui est au chômage, et qu'en Allemagne « en 2013, sur 100 jeunes de 15 ans à 25 ans, 44 % poursuivaient leurs études, 31 % avaient un emploi, 16 % poursuivaient une formation professionnelle, 5 % étaient au chômage et 4 % échappaient à toute définition précise ».

Si en Allemagne sur 100 jeunes 60 % poursuivent leurs études ou sont en formation, seuls 40 % (et même 36 % si on tient compte des 4 % inclassables) constituent la population active. Le taux de chômage des jeunes y était donc situé à l'époque de l'article entre 12,5 % (5/40) et 13,9 % (5/36) à comparer aux 22 % français (si les Allemands considèrent que les apprentis font partie de la population active, le taux était situé entre 9 % et 9,6 %).

C'est nettement mieux qu'en France, mais pas du tout quatre fois mieux, comme voudrait le faire croire le titre du Monde.

### « TAUX DE CHÔMAGE DES JEUNES AU SENS DU BIT » : UN INDICATEUR NON PERTINENT

De plus, il faut noter que le « Taux de chômage des jeunes au sens du BIT » est un indicateur très peu significatif et même trompeur, puisqu'à pourcentage des jeunes au chômage égal, il dégrade l'image des pays qui investissent dans la formation de leur jeunesse, comme le montre l'exemple suivant.

Considérons deux pays : A et B, ayant par hypothèse le même taux de jeunes au chômage, pris ici égal à 6 %.

Dans le pays A, un tiers (33 %) des jeunes est en formation : lycéens, étudiants ou apprentis. Il en résulte que le pourcentage de jeunes ayant un emploi est de 61 % (100 – 33 – 6). Pour une population jeune active de 67 % (emploi 61 + chômage 6), le taux de chômage au sens du BIT y est de 9 % (6/67).

Dans le pays B, ce sont les deux tiers (66 %) des jeunes qui sont en formation. Le même calcul donnera un taux de chômage des jeunes au sens du BIT de... 18 % !

Et pourtant, malgré son taux de chômage des jeunes deux fois plus élevé, la situation du pays B est bien meilleure que celle du

pays A. Mais la comparaison entre les seuls « taux de chômage des jeunes au sens du BIT » donne l'impression inverse, car les médias répètent que « en B près d'un jeune sur 5 est au chômage alors qu'en A c'est un sur 10 ».

#### **QUELQUES PROPOSITIONS POUR REDONNER CONFIANCE AUX 15-24 ANS.**

Il est important de ne pas attendre un éventuel retour de la croissance initié par les pouvoirs publics pour entrer dans le cercle vertueux : redémarrage de la croissance – retour de l'optimisme et de la confiance – décisions d'investissements par les acteurs économiques privés – accélération de la croissance résultant de ces investissements, car actuellement les moyens traditionnels de relance monétaire et budgétaire peuvent très difficilement l'amorcer (les taux d'intérêt sont déjà au plus bas, et le financement d'une relance significative par l'emprunt augmenterait les intérêts de la dette et obligerait donc à restreindre les autres dépenses publiques).

L'amorçage du cercle vertueux décrit plus haut ne peut reposer que sur un rétablissement préalable de la confiance, et tout particulièrement celle des jeunes. Or des mesures relativement peu coûteuses devraient permettre d'améliorer considérablement la manière dont ces derniers perçoivent leur situation.

Une de ces mesures serait d'éliminer du discours public et des médias les sempiternelles références au « taux de chômage des jeunes au sens du BIT » qui, comme nous l'avons montré plus haut, est un indicateur très peu pertinent (dans un pays où toute une tranche d'âge serait en formation, à l'exception d'un unique chômeur, ce taux de chômage serait égal à 100 % !).

#### **LA MESURE CLE : 300 000 PLACES SUPPLEMENTAIRES POUR LA FORMATION DE CHÔMEURS DE 15 A 24 ANS**

Un accueil permanent supplémentaire pour 300 000 personnes de 15 à 24 ans dans l'ensemble du système éducatif (apprentissage compris) ne demanderait qu'une faible augmentation de sa capacité totale. Mettre en place des mesures suffisantes pour inciter les 15-24 ans au chômage à suivre une des formations proposées jusqu'à ce que ces 300 000 formations soient saturées ferait passer le pourcentage de 15-24 ans au chômage de 8 % à 4 % (l'un des plus bas du monde).

Pour rétablir la confiance des jeunes, il serait essentiel de communiquer mensuellement sur ces chiffres, et de montrer la décroissance très rapide du nombre (en valeur absolue) de chômeurs chez les 15-24 ans qui résulte de cette mesure.

Enfin, il faudrait réunir les organisations patronales des entreprises (surtout les plus petites) et les syndicats de salariés pour qu'ils négocient les dispositions d'un **contrat de travail à durée indéterminée destiné à remplacer pour les 15-24 ans les CDD qui ne correspondent pas aux cas pour lesquels ils ont été instaurés, en prenant soin grâce à des dispositions à imaginer que l'offre actuelle de CDI classiques aux 15-24 ans ne migre pas vers une offre basée sur ces nouveaux contrats.**

Un bon compromis devrait tout à la fois permettre aux salariés d'échapper aux enchaînements de CDD et aux employeurs (surtout les petits) de connaître à l'avance, sans possibilité d'aléa juridique, le montant de l'indemnité qu'ils devraient verser à leurs salariés s'ils souhaitaient s'en séparer. Ces contrats se transformeraient automatiquement en CDI classiques lorsque le salarié atteint 25 ans. Des pénalités spécifiques dissuaderaient l'employeur de licencier des salariés peu de temps avant qu'ils atteignent 25 ans.

**FRANÇOIS-XAVIER MARTIN**

<http://www.lajauneetlarouge.com/article/chomage-des-jeunes-realites-consequences-remedes#.WXSMiWhpzIU>

**« LES DEFIS ECONOMIQUES QUI ATTENDENT LE NOUVEAU PRESIDENT »**

**OLIVIER PASSET**

Le jeudi 15 juin, Géostratégies 2000 a organisé un petit déjeuner dans les Salons du Palais du Luxembourg, autour d'Olivier Passet, Directeur des synthèses économiques chez Xerfi. Cet économiste, passé par l'OFCE et le Commissariat Général au Plan, a analysé les différents défis économiques qui attendent Emmanuel Macron. Se voulant neutre et impartial, il nous a livré une grille de lecture plutôt optimiste, même s'il n'a pas caché son inquiétude face au manque global de compétitivité des entreprises. Il a insisté sur l'impérieuse nécessité d'une spécialisation sur des créneaux haut de gamme, tout en regrettant que cette dynamique ne soit pas assez au cœur des réformes du nouveau Président.

Je n'ai jamais appuyé la thèse du déclinisme ou de la faillite française, je juge tout cela excessif et contre productif, déclare, d'entrée de jeu, Olivier Passet, avant de se livrer à un « check up » de l'économie de notre pays. Notre croissance est inférieure à celle de beaucoup de pays développés, et le PIB par habitant décroche. C'est un élément inquiétant mais qui doit être relativisé, car l'indicateur phare, selon moi, est le rapport du PIB à la population active en âge de travailler. Et là, la donne n'est plus la même. Cela augure d'une dynamique à long terme (c'est aussi le cas pour le Japon et les USA), malgré des difficultés à court terme.

## FORCES ET FAIBLESSES

La vraie rupture a eu lieu en 2008, à cause d'un mauvais timing budgétaire. Le gouvernement injecté seulement 2,5 points dans le budget, contre 8 pour le Danemark et environ 5 au Royaume Uni. Nous avons une incapacité à gérer nos finances de façon contra cyclique, déplore Olivier Passet, à cause de nos rigidités. En revanche, nous savons affronter la mondialisation, surtout dans le secteur de la finance, et le pilotage des grandes entreprises. Nous sommes très bien placés, par exemple, dans le domaine des fusions-acquisitions.

Toutefois, 2008 est la crise que la France a le mieux traversée en termes de dynamique de l'emploi.

Actuellement, le taux de chômage atteint des pics, et pourtant, sous la Présidence Hollande, 700 000 emplois ont été créés. Certes, il y a un grand nombre d'auto entrepreneurs, nuance Olivier Passet, mais le marché du travail fonctionne mieux que dans les années 1990. Il a été réformé à la marge, sur fond de bricolage. Les entreprises ont su introduire une forme de flexibilité, en contournant la loi. Malgré tout, le taux de chômage structurel ne va pas descendre en dessous de 7%, même si l'emploi repart plus vite que prévu après une crise.

Pendant longtemps, l'endettement public n'a pas été ma première préoccupation, je ne partageais pas le point de vue alarmant du Rapport Pébereau, car la dette des ménages et des entreprises restait très raisonnable. Ce qui expliquait les très bonnes notes données par les agences de rating. Or, désormais, elle s'envole, le taux d'endettement est proche de 90%. Cela devient plus dangereux, mais il ne faut pas non plus exagérer, nous sommes tout à fait capable de faire

baisser la dette publique de 100 à 60% d'ici 10 ans, sans thérapies de choc, prises dans l'urgence.

En revanche, le commerce extérieur constitue un « gros point rouge », martèle Olivier Passet. La dégradation tendancielle du déficit commercial, hors énergie, est liée à un manque de compétitivité par rapport aux autres pays. Et si l'on observe une certaine stabilisation, celle-ci s'est faite au prix d'une compression sur les coûts. Nous souffrons également d'un problème de spécialisations. La France a disparu des radars des biens de consommation (petit équipement ménager, textile, automobile délocalisée...). Il faut absolument nous orienter vers une économie de services exportables haut de gamme, comme l'ingénierie, où nous sommes très performants.

Par ailleurs, nos grands groupes multinationaux compensent nos faiblesses. Ils sont délocalisés, externalisés et ont beaucoup atténué le choc sur l'emploi, car ils vivent aussi

sur des marchés qui n'ont pas été touchés par la crise. C'est un paramètre à prendre en compte, tout comme notre croissance démographique qui est supérieure à notre environnement européen. Cela relativise notre croissance, car notre PIB s'aligne sur cet environnement et cache, en fait, un décrochage du PIB par habitant. Il faut donc absolument gagner des parts de marché, et dépasser nos voisins en termes de croissance. C'est un défi nouveau qui s'ajoute à tous ceux que doit relever le Président Macron, relève Olivier Passet.

## UNE OBLIGATION DE RESULTAT

La question de la compétitivité est centrale. La France n'a pas démerité en termes de coûts unitaires. Seule l'Allemagne a de meilleurs résultats. Mais pour rester dans la course, il a fallu faire de gros efforts, et ce n'est pas une économie de bas coûts qui résout tous les problèmes. Il faut aussi se démarquer sur des spécialisations haut de gamme, réinventer un discours de politique industrielle, et exploiter notre portefeuille d'activités de services aux entreprises. Nous devons conforter nos bases pour résister au pôle rhénan, et ne pas seulement laisser jouer le marché. L'idée de la « destruction créatrice » m'inquiète, car ces deux étapes ne sont pas simultanées. Intellectuellement, nous ne sommes pas armés, nous manquons de vision stratégique et de toute façon, nous ne remonterons pas notre handicap par rapport à l'Allemagne, notamment en termes de profitabilité des entreprises, reconnaît Olivier Passet.

Sur le plan financier, tous les pays sont logés à la même enseigne. La France a même l'avantage de ne pas avoir de dettes cachées, comme l'Allemagne avec ses travailleurs pauvres. Notre modèle est robuste, car il trace toutes les dépenses de santé, d'assurance et d'éducation. Cela entraîne moins de risques de dérives et donc de débudgétisation. Mais on ne peut pas nier une certaine lourdeur liée à notre dette publique qui atteint les 100%.

Le programme d'Emmanuel Macron est basé sur la flexi-sécurité, c'est à dire, alléger le droit du travail, et en même temps, assumer l'assurance collective, financée par l'impôt. Il ne va pas réduire la voilure de l'Etat, mais il aura un vrai choix budgétaire à faire, dans un contexte très serré, car, pour l'heure, toutes ses propositions ne sont pas entièrement financées. Si la reprise s'accélérait, cela aiderait à financer la transition. Car toute réforme a un coût, elle a souvent un impact sur la croissance au départ. De plus, avec 4% de déficit public, il n'hérite pas d'une situation exceptionnelle... Et là-dessus, vient se greffer la question de l'emploi. La nouvelle Loi Travail doit être très bien gérée. C'est un chantier nécessaire, mais risqué, et il ne va pas régler les problèmes des PME-TPE, alors que ces dernières sont déjà très pénalisées, en terme de provisionnement des coûts et des délais, par rapport aux grands groupes. Derrière son visage neuf, Emmanuel Macron s'appuie sur les idées de 2008 de Jacques Attali, conclut Olivier Passet. La question est de savoir s'il saura relever les enjeux liés aux nouvelles formes de travail, comme l'« uberisation », et s'il sera à la hauteur du grand chantier de la transition numérique.

L'exposé d'Olivier Passet a été suivi d'un débat, animé comme à l'accoutumée, par Raymond Douyère, Président de Géostratégies 2000, qui a permis d'approfondir les différents thèmes abordés.

**Quel est le programme d'Emmanuel Macron en matière de formation professionnelle?**

La réforme de la formation professionnelle est l'un des piliers de son programme. Il l'a d'ailleurs « pompée » en grande partie sur le modèle danois. Il y a probablement des passerelles entre les réformes du marché du travail et de la formation. Les circuits de financement de cette dernière pourraient être un atout pour négocier avec les syndicats. Une sorte de « donnant-donnant » qui pourrait expliquer le calme relatif de la CGT. Si tout cela aboutit à une vraie réforme des systèmes de formation, alors, il faudra une véritable reconversion des syndicats, qui devront être associés aux résultats, comme dans les pays du Nord. Ils pourraient gérer la formation, la reconversion, l'équilibre des caisses de chômage, mais avec une obligation de résultats.

**Jean-Louis Pierrel (Relations Universitaires IBM France-Secrétaire Général Adjoint Géostratégies 2000)**

**Alain Busnel (Gérant Rosebud Production)**

**La France a de grands groupes internationaux et un vrai réseau de start up, mais comment fortifier et développer les entreprises de taille intermédiaire?**

**La France va-t-elle réussir sa révolution numérique, se développer sous l'impact de « l'innovation destructrice »?**

Il est vrai que les grandes entreprises internationales ont déjà provisionné le coût des nouvelles lois travail. De plus, elles ont un vaste portefeuille de pays qui leur permet de lisser les résultats.

Le contexte n'est pas le même pour les sous-traitants. Les PME, soumises aux délais de paiement et de livraison, souffrent.

Si l'« uberisation » entre en pirate, elle sera diabolique. Il faut anticiper au maximum pour éviter cela. Mais de toute façon, nous nous dirigeons vers un système de flexibilité technologique, qui va affaiblir le pacte social.

**François-Xavier Martin (Président d'Honneur de Crédit X Mines, Secrétaire Général et Trésorier de Géostratégies 2000) :**

**On souligne souvent le manque d'ambition de beaucoup de patrons de PME françaises, comparés à leurs homologues allemands ou italiens. Qu'en pensez-vous?**

Le discours plaintif des PME, comme quoi il est difficile de survivre, existe dans tous les pays du monde. En fait, les PME sont surtout implantées localement et elles ont un marché limité, ce qui est normal. Seules 5% de ces entreprises ont un projet de développement national, voire international, et cela est la norme partout en Europe.

**Jacques Taranger (Inspecteur du Personnel Civil de la Défense) : Que pensez-vous de la croissance verte?**

La croissance verte est un concept « valise ». Chacun a sa définition et attend un miracle.

Il faut d'abord développer des pôles de compétitivité, où l'on baisse les coûts et où l'on monte en gamme. Il faut aussi accepter la mobilité, ne pas toujours avoir le même produit phare.

La croissance verte doit s'intégrer dans une vision globale, avec des choix structurants et réfléchis.

Si on pense la croissance verte comme une politique industrielle, alors oui, il faut miser dessus et la décliner avec des programmes spécifiques.

**Carol Amouyel-Kent (Présidente de la Oxford University Society of Paris): Comment expliquer la forte croissance relative de la Grande-Bretagne après la crise de 2007/2008?**

Après les années Thatcher, la Grande-Bretagne était en retard. Il y a eu un rattrapage par rapport au PIB par habitant de la France. Cet effet « bouchon » qui saute a généré de la croissance facile.

Mais, il ne faut pas sous-estimer le déséquilibre des paiements qui est assez lourd. En revanche, il y a une bonne gestion de la politique monétaire, contra-cyclique et pragmatique.

Toutefois, on observe aussi une dégradation de la qualité des emplois, de plus en plus de cadres sont embauchés comme auto-entrepreneurs et il n'y a pas vraiment de souffle de productivité.

**Jean-Claude Richard (Ancien Ambassadeur de France en Asie Centrale) : Après le Brexit, quid des 300 000 Français qui travaillent à Londres et n'ont pas envie de revenir?**

Pour le moment, il y a une résilience de l'économie britannique. Il ne semble pas y avoir d'effet massif sur les emplois londoniens.

L'économie rencontrera des difficultés, mais la City va se maintenir, elle saura se réinventer. Les incitations à y travailler sont toujours d'actualité.

**Raymond Douyère (Président de Géostratégies 2000) : Dans quels secteurs la France doit-elle se spécialiser? Comment? Par le biais d'investissements étatiques?**

Nicolas Sarkozy a posé de bonnes bases avec sa politique des pôles et la création du Commissariat Général à l'Investissement. L'Etat doit se transformer en « capital-risqueur » et essayer. Nos points forts sont l'aéronautique, le luxe. L'agro-alimentaire est à la peine mais devrait revenir sur le devant de la scène.

Il faut aussi développer de nouvelles pistes, comme l'ingénierie, les biens d'équipement. Tout ce qui touche au « B and B »

Il est tout à fait légitime que l'Etat identifie des points forts dans des bassins d'emploi et co-finance des projets porteurs. Mais, il est impossible d'homogénéiser tout un territoire, donc, il faut des politiques qui compensent les déséquilibres.

Il ne faut pas non plus propulser des services à faible compétitivité, les emplois du bas, comme les aides à la personne. C'est une erreur, car tous les pays le font. Il faut un moteur. En Allemagne, l'automobile et les biens d'équipement représentent un tiers de l'économie et tirent tout le reste. En France, c'est seulement un quart des activités qui sont porteuses.

**Raymond Douyère : La Chine est devenue leader dans le domaine de l'énergie renouvelable. La France pourrait-elle la rattraper?**

En France, nous souffrons de la faiblesse de notre modèle énergétique. Nous n'avons pas provisionné le coût des choix

précédents. Nous avons un héritage fécond, mais il a une durée de vie limitée et les coûts de démontage et nettoyage vont être énormes. C'est l'exemple type d'une mauvaise gestion inter-temporelle. Nous ne sommes pas compétitifs dans la production d'énergies renouvelables, nous nous faisons doubler par la Chine et l'Allemagne. Il y a urgence. En revanche, l'équilibre des budgets sociaux semble mieux assuré à long terme en France qu'en Allemagne (avec les nouveaux emplois à bas salaire) et en Europe du Sud .

**Quel impact vont avoir deux des mesures d'Emmanuel Macron, à savoir la hausse de la CSG et les retraites à point?**

Je pensais que tout ceci constituerait le psychodrame de la campagne. Mais, la retraite à points est à très long terme et elle a aussi un côté positif. Cela permettrait un équilibre permanent, qui n'est pas garanti actuellement, avec un simple ajustement sur l'inflation. En revanche, on assume une certaine paupérisation des retraités, ce qui n'est pas anodin. Mais, avec cette orientation, on remet l'intéressement aux fruits de la croissance au cœur des retraites et on cesse l'hypocrisie actuelle.

Pour ce qui est de la CSG, c'est une grande continuité. Je n'ai pas de réelle conviction entre augmentation de la CSG ou de la TVA. Avec la première, ce sont les retraités qui paient ; avec la seconde, ce sont les plus pauvres. La CSG a permis une fiscalisation de la protection sociale qui a été plutôt positive pour l'emploi. Mais on ne peut pas subventionner les seuls emplois peu qualifiés. Les industries exposées à la concurrence ne sont pas concernées et c'est très regrettable. C'est là une déception par rapport au programme d'Emmanuel Macron.

**MARIE-CLOTILDE HINGRAY  
PROPOS NON REVUS PAR INTERVENANT**

## AGENDA

**26 SEPTEMBRE 2017 : « LA RUSSIE AUJOURD'HUI » ANDREI GRATCHEV : DIRECTEUR DU SERVICE DE PRESSE AU CABINET DU PREMIER ET DERNIER PRESIDENT DE L'URSS, MIKHAÏL GORBATCHEV.**

**17 OCTOBRE 2017 : "TERRORISME 2.0" REMY FEVRIER : MAITRE DE CONFERENCE AU CNAM, PRESIDENT DU POLE D'EXCELLENCE CYBER4CN, COLONEL (R) DE LA GENDARMERIE NATIONALE**

. .  
.

**Ont collaboré à cette Lettre, outre les intervenants dans les débats**

**RAYMOND DOUYERE, FRANÇOIS-XAVIER MARTIN, MARIE-CLOTILDE HINGRAY, JANINE RECHTER**